



H. CHADENAT  
LI  
de Al  
de Fran  
1878

A 130



John Carter Brown  
Library  
Brown University



1700

---

# X T R A I T

## É G L E M E N T D U R O I ,

Du vingt-cinq Septembre 1744,

*Ministre, en date du 10 Janvier 1788, enregistrée au C  
péricur de Saint-Domingue, le 15 Avril 1788.*

---

### A R T I C L E X I I

que année sur les Nègres étant acquis à Sa Majesté le premier Janvier de la même année, Elle  
d'icelui, tous les Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils soient, exempts ou non ex  
eligieus, leurs Agens ou Procureurs, soient tenus, chacun à leur égard, de faire tous les  
Nègres, Nègresses, Négrillons & Négrittes, Domestiques, Ouvriers de jardin & autres qui  
par nom, surnom & âge, laquelle déclaration ils certifieront véritable, pour servir à dresser le Re  
la remettront à cet effet dans le mois de Mai de chaque année aux Capitaines & Officiers  
paroisse, & faite par lesdits Habitans d'y satisfaire dans ledit temps, les Privilégiés défail  
l'exemption dudit droit, & les autres Habitans aussi défailans, condamnés en cent livres  
ussent être réputées comminatoires.

### X I V.

Milice recevant lesdites déclarations, aura soin de les signer & d'y faire signer deux perso  
t n'auroit signé que par une Marque ordinaire. Il gardera l'une par-dèvers lui, & rendra l'a  
vira, soit pour composer son Recensement l'année suivante, avec les changemens qui seron  
la remise qu'il en aura faite dans chaque année, ou pour avoir la preuve, en cas de N  
sdits Nègres ont été déclarés, ainsi qu'il sera dit ci-après.

### X V.

marronnage, condamnés à peine de mort ou aux galères par Justice, ne seront rembour  
l'Habitant sur les deniers publics, s'il ne prouve par son Recensement qu'il les a déclarés, &  
pour marronnage, ou autres délits, ne seront rendus qu'en justifiant pareillement de leur d  
ur être employés sur les travaux de Sa Majesté, & l'Habitant condamné à cinq cens livres  
1. du présent Règlement.

### X V I I.



M E M O I R E

POUR les Sieurs FRANÇOIS, LAURENT & Dame  
PERRINE AUBRY, demeurans à Tours, stipulés &  
représentés en cette Colonie par le Sieur BACQUÉ,  
Négociant, appelés & anticipans,

CONTRE le Sieur CARADEUX aîné, appellant de  
Sentence rendue au Siège Royal de cette ville du Port-  
au-Prince, le 29 Juillet 1786 & anticipé,

Le Sieur CARADEUX DE LA CAYE,

La Demoiselle CARADEUX, épouse du Sieur ROCHE-  
BLANCHE, & lui pour l'autoriser,

La Dame CHATEAUBLOND,

La Dame veuve DE MORNAY,

Le Sieur RENÉE GRAND HOMME DEGIZEUX, demeu-  
rant en France,

Et la veuve HUDAIN, aussi demeurante en France, tous  
inimés & appelés en l'instance.

LA Cour ne s'est peut-être jamais occupée d'une  
affaire plus intéressante par la valeur de son objet,

A.

:-S\*G.D\*Fils Aîné.

1789

que celle des Sieurs & Dame Aubry. Ils réclament une succession qui est ouverte depuis vingt-cinq ans & qui valoit, lors de son ouverture, au moins cinq à six millions. La progression de cette valeur depuis ce temps l'a élevée, à-peu-près, de deux fois plus, & il faut ajouter à cela tous les fruits qui ont été recueillis depuis le commencement de l'année 1763 & les intérêts qui ont couru depuis le jour de leur demande. En un mot, c'est la fortune de la famille Caradeux que les Sieurs & Dame Aubry demandent, parce qu'elle leur appartient toute entière : c'est la fortune qui forme le patrimoine de cette famille si nombreuse & pourtant si opulente, c'est cette fortune qui, quoiqu'en s'augmentant chaque jour dans les mains de ceux qui la possèdent, fournit en France & dans la Colonie à tant & de si fastueuses dépenses. Ces seuls traits suffisent pour faire connoître à la Cour, à la Colonie entière, & dans la Capitale même du Royaume, le précieux héritage qui fait l'objet de ce procès.

Mais autant que cette cause a d'importance par la grandeur, le nombre & le prix des biens que les héritiers Aubry réclament, autant & même plus encore, elle a de simplicité par le point de droit qu'elle présente & par les faits & les actes qui doivent en produire la décision.

1.<sup>o</sup> Les Sieurs & Dame Aubry qui réclament la succession sont petits-enfans de Jacques Aubry & de Marie Villette.

2.<sup>o</sup> Jean-Martin Aubry, de la succession duquel il

3

s'agit, étoit également petit-fils de Jacques Aubry & de Marie Villette.

Ainsi le défunt & les réclamans étoient enfans de frères & par conséquent cousins germains entr'eux.

Il n'est guère possible de voir un lien de parenté plus étroit, & rien ne peut être plus fort, plus démonstratif, ni moins sujet à des contestations que les pièces qui le justifient, puisque ce sont toujours des actes de mariage, de baptême & de sépulture, & que ceux qui sont rapportés dans la cause ont la suite la plus exacte & la liaison la plus intime & qu'ils ne laissent pas la moindre incertitude sur leur authenticité, ni par conséquent sur le fait de la parenté.

Voilà tout ce que les Sieurs & Dame Aubry doivent établir par ce Mémoire pour être envoyés en possession des biens qui leur appartiennent depuis vingt-cinq ans, & que l'erreur a fait passer en des mains étrangères. C'est aussi ce qu'ils vont faire de la manière la plus irrésistible, après avoir fait connoître comment la succession se trouve au pouvoir de personnes qui n'y ont véritablement aucun droit.

F A I T S.

Cette succession s'ouvrit le 27 Février 1763 par la mort de M. Jean-Martin Aubry, Secrétaire du Roi,



4

natif du Port-de-Paix, âgé d'environ quatre-vingts ans  
& Habitant de la Paroisse de la Croix-des-Bouquets,  
dans laquelle il mourut & fut enterré le même jour.

Il ne lui avoit pas suffi de trouver dans les loix une disposition qui réglât le cours de sa fortune après qu'il auroit quitté la vie, il avoit encore voulu prendre soin lui-même de faire connoître à ses héritiers, par une déclaration formelle de ses vrais sentimens, que son cœur n'avoit pas d'autre affection ni d'autre penchant que ceux même de la loi; & dès le 10 Août 1762, six mois avant qu'il fût attaqué de la maladie dont il mourut, il avoit fait un testament solennel.

Son premier legs fut fait au père des Sieurs Caradeux en ces termes :

« Donne & lègue ledit Sieur testateur, *audit Sieur*  
» *Jean Caradeux, Habitant au même quartier de Belle-*  
» *vue*, la jouissance, sa vie durant seulement, de la  
» terre de la quelle il jouit déjà, appartenante à lui  
» d'it Sieur testateur, pour ladite terre revenir après  
» la mort dudit Sieur Caradeux & être consolidée  
» avec tous les autres biens de mondit Sieur testateur  
» desquels elle fait partie ».

Plusieurs autres legs sont faits ensuite à des filleules, à son exécuteur-testamentaire & à une personne qui avoit pris soin de l'administration de sa maison dans les dernières années de sa vie, après quoi, le legs de la liberté est fait en faveur de 37 Esclaves, & enfin le testateur termine ainsi ses dispositions :

« *Item*, déclare ledit Sieur testateur laisser tout le



surplus de ses biens, meubles & immeubles, ou autres  
effets mobiliers généralement quelconques, sans aucune  
chose réserver, ni excepter & en quoi qu'ils puissent  
consister, qu'il pourra avoir & qui pourront lui appar-  
tenir au moment de son décès, tant en France qu'en ce  
pays, à ses plus proches parens & héritiers du sang,  
pour le tout être partagé entr'eux par égale portion,  
les nommant & instituant à cet effet pour les véri-  
tables & légitimes héritiers & légataires universels  
du surplus de tous lesdits biens, tant meubles qu'im-  
meubles, pour par eux, leurs hoirs, successeurs ou  
ayans-cause à l'avenir jouir, user, faire & disposer  
du tout en pleine propriété & à perpétuité, comme  
de chose à eux légitimement appartenante, voulant  
& entendant mondit Sieur testateur qu'il n'y ait entr'eux  
aucune difficulté, & que si quelqu'un d'eux vouloit  
contrevenir en quelque point que ce pût être du  
présent testament & ordonnance de dernière volonté  
de mondit Sieur testateur, il soit entièrement exclus  
de sa succession, sans pouvoir y rien prétendre.

Et pour exécuter & accomplir le présent testament  
& ordonnance de dernière volonté, icelui plutôt  
augmenter que diminuer, mondit Sieur testateur a  
nommé & institué pour son exécuteur-testamentaire  
la personne de M. Saintard, se dessaisissant en sa  
faveur, mondit Sieur testateur, de ses biens généra-  
lement quelconques, jusqu'à l'entière exécution dudit  
présent son testament & ordonnance de dernière  
volonté, suivant & au desir de la Coutume de la  
ville, prévôté & vicomté de Paris, &c.

La disposition de l'homme & celle de la Loi se réunirent donc de ce moment pour assurer la fortune du testateur à ses plus proches parens & héritiers du sang : le testateur n'en désignoit aucun, parceque le testateur, Américain de naissance, mais François d'origine, ne les connoissoit pas sans doute parfaitement ; mais cet acte disoit implicitement & faisoit connoître seul que la famille Caradeux n'étoit pas de ce nombre, & par conséquent ne pouvoit élever aucune prétention sur les biens.

1<sup>ere</sup>. Réclamation.

Cependant de quatre réclamations qui ont été faites jusqu'à présent, la première fut formée bientôt après la mort du Sieur Aubry, par les six enfans de ce *Sieur Jean Caradeux, HABITANT au même quartier de Bellevue*, qui avoit été, sous cette simple & seule qualité l'objet du premier legs.

On ne voit pas surquoi ils la fondèrent alors, quelle procédure ils firent, ni quels moyens ils employèrent ; aucun des actes faits à ce sujet dans ces premiers temps n'est connu ; mais il est certain que M. de Saintard, exécuteur-testamentaire, leur remit la succession toute entière sans difficulté ; on prétend même que l'année de son exécution-testamentaire n'étoit pas encore expirée lorsqu'il leur délivra tout.

2<sup>ème</sup>. Réclamation.

Le Sieur Renée Grandhomme Degizeux se présenta dans l'année suivante pour réclamer aussi comme héritier. Sa prétention n'alla pas jusqu'à l'exclusion de la famille Caradeux, mais il articula que le défunt, qui

7  
toit fils de *Marie Dubois*, étoit son cousin germain  
par leurs mères, parceque lui Sieur de Gizeux étoit  
fils de *Simonne Dubois*, sœur de *Marie*, & il ne con-  
testa pas aux Sieurs Caradeux la qualité qu'ils voulu-  
ent prendre.

Sa modération & l'intérêt que les Sieurs Caradeux  
avoient alors de faire naître des jugemens qui parussent  
contradictoires & respectables par cette qualité, tempé-  
rèrent infiniment la résistance qui lui fut opposée, cepen-  
dant le Juge du Port-au-Prince, qui ne cherchoit que  
la vérité dans les pièces du Sieur de Gizeux & qui ne  
l'y trouvoit pas, ordonna par une sentence du 5 Avril  
1764, qu'avant qu'il fit droit, l'acte de mariage de *Jean  
Dubois*, prétendu ayeul de *Jean - Martin Aubry* & du  
Sieur de Gizeux, lui seroit rapporté.

Mais le Sieur de Gizeux appella: les Sieurs Cara-  
deux craignirent que la chaleur des disputes judiciaires  
ne produisit un examen trop attentif & une critique trop  
sévère de leurs prétendus droits, ils reconnurent & ils  
signèrent le 15 Mai de la même année 1764, que le  
Sieur de Gizeux étoit co-héritier avec eux, ils renoncè-  
rent au bénéfice de la sentence, en dispensant leur adver-  
saire de la justification qui lui avoit été prescrite, &  
dès le 19 du même mois de Mai, la succession leur fut  
adjudgée en commun, à raison d'un septième pour cha-  
cune des sept têtes qu'ils formoient. Il est clair que cet  
Arrêt n'étoit pas contradictoire & qu'on ne peut le con-  
sidérer que comme un partage volontaire & non comme  
une décision rigoureuse.

Ces circonstances ne donnoient à la possession des Sieurs Caradeux qu'une très-foible apparence d'affermissement, aussi les choses ne demeurèrent-elles pas long-temps dans cet état.

genc. Réclamation.

Le 29 Septembre suivant (1764) Marie Aubry, veuve Hudain, de la Rochelle, vint former une troisième réclamation. Les vues quelle annonça n'étoient pas bornées comme celle du Sieur de Gizeux à une simple cohérentité, ni à un simple partage avec les sept personnes qui avoit déjà recueilli les biens ; toute la succession fut l'objet de sa demande.

Mais ses titres ne répondoient pas par leur force à l'élévation de la prétention dont ils devoient être l'appui : on peut dire que tout ce qu'elle prouva, c'est qu'elle s'appelloit *Aubry*, qu'elle étoit d'une famille *Aubry* de la Rochelle, mais que ses actes réunis n'établissoient pas autre chose que ce foible rapport de nom, qui n'a jamais pu suffire pour faire présumer & pour faire admettre dans les Tribunaux l'existence du lien du sang.

Les Sieurs Caradeux s'armèrent alors de leur Arrêt du 19 Mai précédent, pour repousser Marie Aubry : veuve Hudain, & ils obtinrent, le 3 Décembre 1764, une sentence qui ordonnoit, avant faire droit, que la veuve Hudain rapporteroit en bonne & due forme, dans un an, les extraits baptistères de son père & celui du Sieur Jean-Martin Aubry, qu'elle prétendoit avoir été frères, & l'extrait de mariage de son ayeul, qui dans

9  
dans son système avoit dû être aussi celui du Sieur  
Jean-Martin Aubry.

La veuve Hudain n'exécuta pas cet interlocutoire & n'en continua pas moins de plaider encore au même Siègè pendant une année entière, elle se contenta de faire faire en France des procès-verbaux de l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg, & de soutenir que, d'après ces actes & l'état de ces registres, elle devoit être dispensée de rapporter d'autres preuves que celles qu'elle prétendoit avoir déjà produites & être jugée héritière du Sieur Jean-Martin Aubry.

La contestation fut définitivement jugée en première instance le 26 Février 1766, par une sentence qui débouta Marie Aubry de sa demande & la condamna aux dépens, faute d'avoir satisfait à celle du 3 Décembre 1764.

La veuve Hudain appella de cette sentence & attaqua l'Arrêt du 19 Mai 1764 par la voie de la tierce-opposition; les parties furent appointées à écrire par un premier Arrêt du 25 Juillet 1766, & cette forme de procéder a heureusement conservé un détail exact & égal de toutes les pièces qui servoient alors à la défense de chacune des parties. Les Sieurs & Dame Aubry vont bientôt les faire connoître & les comparer avec les titres qu'ils apportent eux-mêmes, pour soutenir & justifier leur réclamation. C'est en effet de la comparaison qu'ils vont en faire, que doivent résulter les vérités qui motiveront un nouvel Arrêt dans la cause.

D'un côté, si les Sieurs Caradeux & de Gizeux avoient été eux-mêmes véritables héritiers de Jean-Martin Aubry, si leur défense avoit été appuyée sur des titres certains & inattaquables, il leur auroit été facile d'écarter la veuve Hudain, qui ne prouvoit pas d'autre vérité relative à sa famille & à sa parenté que celle d'avoir eu pour oncle, par Guy Aubry, son père, non un MARTIN AUBRY, qui étoit l'individu nécessaire, mais un *Jean Aubry* qui n'étoit qu'un personnage indifférent & dont l'existence, quelque assurée qu'elle parût, ne pouvoit avoir aucune influence sur l'héritage de Jean-Martin Aubry.

Les Sieurs Caradeux & de Gizeux auroient eu même d'autant plus de facilité à exclure la veuve Hudain que la nullité absolue de preuves n'étoit pas le seul avantage qu'elle leur donnât sur elle, & qu'elle produisoit elle-même des pièces invinciblement destructives de ses chimériques prétentions.

D'un autre côté, si la veuve Hudain n'avoit pas senti elle-même toute la foiblesse de ses moyens, si elle n'avoit pas été convaincue de l'absence vraie de toutes les preuves qui lui étoient nécessaires, si elle avoit été persuadée de la justice de sa demande, elle auroit déduit pour jamais l'espoir & les réclamations des Sieurs Caradeux & de Gizeux, qui avoient encore moins d'apparence de droit qu'elle-même.

Mais chaque partie chanceloit sur ses prétendus foudres, on reconnut qu'une conciliation ne pouvoit avoir

aucun danger, au lieu que le parti contraire pouvoit occasionner une chute funeste, elles se tendirent les mains & se soutinrent mutuellement par leur accord; mais elles n'en feignirent pas moins de se combattre avec appareil & avec éclat, afin de faire croire que la succession avoit été sérieusement réclamée de part & d'autre, & d'en imposer dans la suite, par ce stratagème, à ceux qui sans cela pourroient se croire quelque droit.

La veuve Hudain attendit presque à la veille du jugement pour reprocher à la famille Caradeux la bâtardise de la personne par laquelle cette famille se prétendoit héritière, & pour offrir, d'un côté, de prouver cette bâtardise, & d'un autre côté, qu'elle avoit toujours été reconnue par le Sieur Jean-Martin Aubry pour sa cousine, ce qu'elle sommoit ses adversaires d'avouer ou de contester.

Mais jusqu'alors elle avoit eu la précaution de reconnaître la légitimité de l'origine des Sieurs Caradeux, & de produire même des pièces composées pour faire croire à cette légitimité.

Les Sieurs Caradeux répondirent à sa requête, en se plaignant que la veuve Hudain les outrageoit; mais ils ne contestèrent pas sérieusement sa parenté avec Jean-Martin Aubry, & ne désavouèrent pas qu'elle eût toujours été reconnue par le défunt pour sa parente.

La décision ne pouvoit pas être incertaine, d'après de



telles circonstances; elle fut rendue le 3 Juin 1767, sur ce concert des parties : chacune d'elles fut jugée héritière pour un huitième, & leur sort étoit à peine fixé par l'arrêt, que leur connivence se manifestant par son dernier effet, les héritiers Caradeux payèrent à la veuve Hudain cinq cents quarante mille livres, pour demeurer les maîtres de la succession sur laquelle ils n'avoient aucun autre titre que deux arrêts concertés & surpris.

Il y avoit long-temps dès-lors que les Sieurs & Dame Aubry connoissoient leurs droits & étoient en état de les établir; ils avoient même déjà dans la Colonie un représentant pour cet effet, mais une source de richesses se répandit si abondamment & si secrètement sur le dépositaire de leur confiance & de leurs titres, que sa fortune se trouva tout-à-coup très-considérable, sans que la cause en ait été bien connue; il se plongea dans les jouissances de ses nouveaux biens & il oublia l'accomplissement de ses obligations & les intérêts de ses constituans, à tel point qu'il n'a seulement pas encore songé jusqu'à présent à la restitution des pièces qui lui avoient été confiées.

Ce n'est qu'en 1786 que les héritiers Aubry se sont retrouvés en état de former & de soutenir leur réclamation, par une nouvelle réunion & un nouvel envoi de toutes leurs pièces, & surtout par le choix d'un second Mandataire, qui ne dût pas être aussi heureux que le premier.

Ignorant alors l'existence des arrêts rendus en 1764

& 1767 au profit du Sieur de Gizeux & de la veuve Hudain, & ne voyant tous les biens de la succession Aubry que dans les mains des Sieurs Caradeux, ils n'ont attaqué que ceux-ci.

Leur action a été formée le 22 Mai 1786, par une requête dans laquelle ils ont demandé qu'il leur fût permis d'appeler tous les membres de la famille Caradeux, pour voir dire qu'ils seroient condamnés de leur communiquer dans 24 heures les titres en vertu desquels ils sont en possession & jouissent des biens de la succession Aubry, faute de quoi ils seroient condamnés par la même sentence, & sans qu'il en fût besoin d'autre, à leur remettre tous les biens & à leur rendre compte de leurs fruits.

Le premier jugement qui a été rendu sur leur demande est une sentence interlocutoire du 29 Juillet de la même année, par laquelle les parties ont été appointées à écrire & produire.

C'est de ce jugement que l'appel a été porté à la Cour. Le Sieur Caradeux aîné qui l'a interjetté le 28 Août suivant, a été anticipé par les Sieurs & Dame Aubry, qui ont appelé en même temps tous les autres co-héritiers Caradeux.

Mais instruits depuis ce temps que les arrêts de 1764 & de 1767 avoient été rendus avec le Sieur de Gizeux & la veuve Hudain, ils s'en sont fait délivrer des expé-

ditions, & il les ont attaqués incidemment par la voye de la tierce-opposition, en demandant à la Cour la permission, qui leur a été accordée, de mettre en cause le Sieur de Gizeux & la veuve Hudain, de sorte que le procès présente maintenant quatre sortes de parties & de prétentions, entre lesquelles & sur lesquelles l'arrêt doit être rendu.

La première de ces quatre sortes de parties est la cohérie Caradeux toute entière.

La seconde est le Sieur de Gizeux.

La troisième est la veuve Hudain.

La quatrième est la cohérie Aubry.

Quant aux prétentions, chacune des quatre a un principe différent.

La première, qui est celle des héritiers Caradeux, est que Jean-Martin Aubry avoit une sœur légitime qui étoit leur ayeule, & qu'ainsi ils étoient ses arrière neveux.

Celle du Sieur de Gizeux, la seconde en ordre, est que Simonne Dubois, sa mère, étoit sœur de Marie Dubois, mère de Jean-Martin Aubry, d'où il résulte que le défunt & lui étoient cousins germains maternels.

La troisième qui a été soutenue par la veuve Hudain, est que Guy Aubry, son père, étoit frère de Martin Aubry, père de Jean-Martin, ce qui fait qu'elle est cousine germaine paternelle.

Enfin, la quatrième & dernière que les Sieurs & Dame Aubry soutiennent & vont établir, est que Pierre

& Jean-Pierre Aubry, leurs pères, étoient frères de Martin Aubry, père de Jean-Martin, & qu'ainsi eux seuls étoient les vrais cousins germains paternels du défunt.

On peut remarquer que ces quatre réclamations ne sont pas toutes inconciliables & que chacune des parties s'attribuant un chef de parenté différent, la nature de leurs réclamations ne rend pas le concours de leurs hérités entièrement impossible, si ce n'est pour les deux dernières, de sorte que les Sieurs Caradeux & le Sieur de Gizeux pourroient être héritiers, sans exclure ou la veuve Hudain, ou les Sieurs & Dame Aubry, & *vice versa*, au lieu que la veuve Hudain & les Sieurs & Dame Aubry doivent nécessairement n'être pas admis ensemble, puisque ce sont deux différentes familles Aubry, de différens lieux, qui réclament le même Aubry, quoiqu'il n'ait pu avoir qu'une origine, qu'une famille, qu'un père & qu'une patrie.

Mais il est certain qu'aucune des premières réclamations n'étoit juste, & les Sieurs & Dame Aubry se flattent de rendre indubitable & évidente l'illusion des S<sup>rs</sup> Caradeux & de Gizeux & de la veuve Hudain; & comme c'est uniquement par l'examen des titres qui servent d'appui à chaque réclamation, & par des observations justes & solides sur ces titres qu'il est possible de parvenir à ce but, la première chose qu'il faut faire maintenant est de placer ici l'énumération fidelle de ces titres, dont le vu se trouve tout au long dans l'Arrêt du 3 Juin 1767, qui est attaqué en ce moment par la tierce-  
opposition.

## PREMIÈRE RÉCLAMATION.

*Titres de la famille Caradeux.*

1°. Célébration de mariage à Léogane le 25 Juin 1709, entre Jacques Pageot & Marie-Magdeleine Aubry, native du Port-de-Paix.

2°. Baptême de Marie Aubry, à Léogane le 2 Janvier 1698.

3°. Célébration du mariage de Jean-Jacques Caradeux & de Louise-Amable Simon, fille légitime de Bartholomée Simon & de Marie-Magdeleine Aubry, du 7 Avril 1739.

4°. Autre mariage d'Ursule Caradeux & Louis Latoison Rocheblanche, du 1<sup>er</sup> Novembre 1761.

5°. Mariage de Jean-Martin Aubry & Ursule Robineau, veuve Colin, du 30 Janvier 1724.

6°. Mort de Marie Dubois, veuve Aubry, du 29 Juillet 1723.

## DEUXIÈME RÉCLAMATION.

*Titres du Sieur de Gizeux.*

1°. Contrat de mariage de Jean Dubois & Anne Galap, veuve Papion, du 24 Juillet 1655.

2°. Déclaration d'un Curé de la Paroisse de Micbin, de Bordeaux, & du Greffier en chef du Siège Royal de Guyenne, du 28 Juillet 1764, que, malgré d'exactes recherches, ils n'ont point trouvé les registres de mariages.

mariages de ladite Paroisse de Micbin, pour les années 1655 & suivantes, jusques & compris 1659.

3<sup>o</sup>. Extraits de baptêmes de Marie & Simonne Dubois, filles de Jean Dubois & Anne Galap, des 25 Mai 1656 & 21 Septembre 1671.

4<sup>o</sup>. Mariage de Simonne Dubois & Jean le Sergent, du 7 Novembre 1693.

5<sup>o</sup> Mariage du Sieur de Gizeux & de Simonne Dubois, veuve le Sergent, du 4 Novembre 1699.

### TROISIÈME RÉCLAMATION,

*Titres de Marie Aubry, veuve Hudain.*

1<sup>o</sup>. Baptême de Jean Aubry, fils de Jean & de Françoise Hénaut, du 22 Avril 1663.

2<sup>o</sup>. Baptême de Guy Aubry, fils de Jean & de Françoise Hénaut, du 13 Février 1668.

3<sup>o</sup>. Mariage de Guy Aubry, & Renée Neau, du 3 Février 1668.

4<sup>o</sup>. Baptême de Marie, fille de Guy Aubry & de Renée Neau, du 14 Février 1694.

5<sup>o</sup>. Mort de Guy Aubry, du 3 Juin 1703.

6<sup>o</sup>. Lettre de Martin Aubry, de Léogane, du 16 Décembre 1695, à Guy Aubry, à la Rochelle.

7<sup>o</sup>. Lettre de Marie Dubois, à Aubry, Marchand à la Rochelle.

8<sup>o</sup>. Lettre de Marie Dubois, veuve Aubry, datée de Léogane le 1<sup>er</sup> Mars 1708 & adressée à Aubry, Marchand à la Rochelle.

9°. Lettre signée Aubry, datée de Paris du 26 Janvier 1708, & adressée à Aubry, Marchand à la Rochelle.

10°. Billet consenti par Aubry, en faveur d'un Aubry, maître de barque à la Rochelle, de 46 liv. valeur reçue en argent prêté, daté du 19 Octobre 1709.

11°. Déclaration du même Aubry, qu'un autre Aubry, son oncle, n'avoit fait que lui prêter son nom, en consentant un billet de 517 liv. 10 sous, à Goujeau Apothicaire, pour un coffre de chirurgie, en date du 10 Octobre 1709.

12°. Procès-verbal de l'état des registres de Taillebourg, du 28 Janvier 1765.

13°. Obligation du 2 Juin 1666, devant Patin, Notaire à la Tortue, par Chodeau de la Cochetiere, en faveur de *Renée Aubry*, de 258 liv. tournois, payables en France, à l'ordre dudit *Renée Aubry*.

14°. Procuration dudit *Renée Aubry*, à *Jean Aubry*, son frère, du 28 Mai 1673, pour toucher le montant de l'obligation ci-dessus.

15°. Sentence rendue à Xaintes, le 26 Octobre 1686, portant condamnation contre Chodeau de la Cochetiere, en faveur de *Jean Aubry*, fils de *JEAN AUBRY*, son père, & icelui comme ayant recueilli la succession de feu *Renée Aubry*, son oncle, *SEUL HÉRITIER D'ICELUI*.

#### QUATRIÈME RÉCLAMATION.

*Titres des Sieurs & Dame Aubry.*

1°. Extrait mortuaire de *Jean-Martin Aubry*, natif du *Port-de-Paix*, du 27 Février 1663.



2°. Certificat de M. de Larnage, que *Jean-Marin Aubry* étoit né au Port-de-Paix, du légitime mariage de MARTIN AUBRY & de Marie Dubois, avant l'année 1695, dans laquelle les registres de la Paroisse furent consumés par le feu que les Anglois mirent dans le bourg.

3°. Extrait mortuaire de MARTIN AUBRY, père de *Jean-Martin*, du 9 Janvier 1698, dans lequel Martin Aubry est dit être mort à Léogane, *A L'AGE DE 40 ANS.*

4°. Acte de baptême de MARTIN AUBRY, fils de Jacques Aubry, & de Marie Villette, de la ville de Tours, du 20 Novembre 1658.

5°. Acte de célébration de mariage de Jacques Aubry & de Marie Villette, père & mère de MARTIN AUBRY, du 28 Janvier 1648.

6°. Acte de baptême de Pierre Aubry, fils de Jacques Aubry & de Marie Villette, du 13 Mars 1671.

7°. Acte de célébration du mariage du même Pierre Aubry, avec Marie-Marthe Archambault, du 25 Avril *1700*

~~1714.~~ 8°. acte de sépulture de pierre aubry fille de pierre du 25 avril 1700.

9°. Acte de sépulture de Pierre Aubry, du 19 Juin 1746.

10°. Baptême de Jean-Pierre Aubry, fils de Jacques Aubry & de Marie Villette, du 30 Août 1679.

11°. Mariage du même Jean-Pierre Aubry, avec Marie-Jeanne Lefage, du 26 Août 1698.

12°. Baptême de Marie-Jeanne, fille de Jean-Pierre Aubry, du 15 Novembre 1701.

13°. Acte de baptême de Catherine, fille de Jean-Pierre, du 12 Octobre 1705.

14°. Baptême de François, fils de Jean-Pierre Aubry, du 31 Septembre 1713.

15°. Baptême de Laurent , fils de Jean-Pierre Aubry, du 3 Octobre 1714.

16°. Acte de sépulture de Jean-Pierre Aubry, du 1<sup>er</sup> Novembre 1726.

17°. Acte de sépulture de Marie-Jeanne, fille de Jean-Pierre, du 28 Juin 1779.

18°. Acte de sépulture de Catherine, fille de Jean-Pierre, du 26 Novembre 1776.

19°. Acte de notoriété, du 15 Août 1786, par lequel sept octogénaires attestent que « les S<sup>rs</sup> Pierre » & Jean-Pierre Aubry avoient eu pour frère le Sieur » Martin Aubry, lequel ils n'ont point connu parcequ'il » s'est absenté de la ville de Tours à l'âge de dix-sept » ou dix-huit ans, qu'ils ont entendu dire auxdits S<sup>rs</sup> » Pierre & Jean-Pierre Aubry, à leurs parens, à leurs » voisins & contemporains que ledit Martin Aubry » avoit quitté la maison paternelle à l'âge de dix-sept » ou dix-huit ans, qu'il n'avoit jamais donné de nouvelles de son existence & qu'il avoit formé un établissement dans l'isle de Saint-Domingue, sans savoir » dans quelle partie de cette isle ».

Tels sont tous les titres dont les trois premières parties firent usage en 1767, lors de l'Arrêt du 3 Juin, & que les héritiers Aubry présentent aujourd'hui à la Cour.

Il faut maintenant en faire l'examen pour connoître leur valeur & leur force, & faire sentir leurs conséquences & la nécessité de leurs effets dans la décision de ce procès.

*Examen des Titres des Sieurs Caradeux.*

La production des Sieurs Caradeux n'étoit pas nombreuse, mais elle étoit encore plus foible par la nature & les conséquences des pièces qui la composoit, que par le nombre de ces pièces, qui se réduisent à six. Ils devoient justifier la légitimité de trois degrés de générations, la leur, celle de leur mère & celle de leur ayeule; & il n'est pas un seul de ces trois degrés sur lequel ils ayent répandu le moindre jour par leurs prétendus Titres.

Le premier prouve que Jacques Pageot époufa, le 25 Juin 1709, une femme qui prit les noms de Marie-Magdeleine Aubry, en se disant native du Port-de-Paix.

Mais cet acte, qui n'est soutenu par aucun autre à cet égard, ne présente en cela qu'un fait particulier de la femme qui se marioit, il prouve qu'elle s'attribua des noms, une naissance, & une famille légitimes, elle dit qu'elle les avoit, qu'ils lui appartenoient; mais est-ce donc la déclaration propre & particulière d'une femme contractant un mariage & se qualifiant dans un contrat, qui peut constituer son état & en former la preuve? Il faut que cette déclaration ait ses fondemens & sa justification dans des vérités & dans des pièces authentiques & non suspectes, & qui ne puissent pas être les effets & les fruits d'un intérêt particulier, ni les ouvrages de ceux qui peuvent vouloir tromper sur leur propre condition; il faut des actes de baptêmes, des titres de famille,

des contrats de mariages antérieurs, en un mot des actes qui ne puissent pas avoir été produits & viciés par le fait & l'intérêt de ceux qui en font usage.

La déclaration passée le 25 Juin 1709, par la nouvelle épouse de Jacques Pageot, ne suffit donc pas seulement pour faire présumer qu'elle s'appelloit véritablement Marie-Magdeleine Aubry, qu'elle étoit vraiment née au Port-de-Paix, loin duquel elle se marioit, & que sa naissance avoit été l'effet d'une union légitime. On ne peut pas ainsi se créer à soi-même une patrie, des parens, une famille & tous les liens de la nature, du sang & de la Loi par un simple discours, que l'intérêt, l'ambition, le mensonge peuvent suggérer aussi bien que la vérité.

Mais d'ailleurs quel rapport y a-t-il donc entre Pageot, sa femme & les Sieurs Caradeux? C'est d'une Louise-Amable Simon qu'ils prétendent être fils, & le contrat de mariage de 1709 fait connoître la femme de Jacques Pageot, mais non la mère de Louise-Amable Simon.

Le second des actes des Sieurs Caradeux, qui est le baptême de Marie Aubry, est plus contraire qu'avantageux à ceux qui le produisoient; car il prouve que la seule fille dont Martin Aubry ait été père, se nommoit Marie Aubry & non Marie-Magdeleine, & qu'elle étoit née à Léogane & non au Port-de-Paix.

Le troisième prouve le mariage de Jean-Jacques Caradeux avec Louise-Amable Simon, qui est dite dans

cet acte fille légitime de Bartholomée Simon & de *Marie-Magdeleine Aubry*, mais le seul fait du mariage est tout ce que l'acte prouve; & le seul fait nécessaire à prouver pour cette génération, c'étoit la légitimité de Louise-Amable Simon dont on ne rapporte aucune preuve: on ne voit pas, en effet, si Marie-Magdeleine Aubry, que l'on dit être mère de Marie-Louise-Amable Simon, est la même qui s'étoit mariée à Pageot en 1709, on ne voit pas si elle étoit devenue veuve de Pageot, on ne voit pas surtout qu'elle eût été remariée à Simon; de sorte que la prétendue Marie-Magdeleine Aubry, & la prétendue Louise-Amable Simon, sa fille, paroissent avoir contracté des mariages légitimes, quoique ni l'une ni l'autre n'eût eu l'avantage d'une semblable naissance.

La propre naissance des Sieurs Caradeux eux-mêmes n'est pas mieux éclaircie par ces premiers actes ni par les autres, car leur père s'appelloit *Jean Caradeux*, suivant le testament du Sieur Jean-Martin Aubry & suivant l'Arrêt de 1767, & l'on ne remarque dans ces pièces, ni mariage d'un Jean Caradeux, ni baptême des enfans de ce même Jean Caradeux.

Il est vrai que la troisième des pièces est un acte de célébration de mariage de *Jean-Jacques Caradeux*; mais outre que Jean & Jean-Jacques Caradeux étoient incontestablement deux individus distincts & différens l'un de l'autre, la preuve de leur identité ne seroit pas suffisante, il faudroit encore établir que c'est du Caradeux dont il s'agit que les Sieurs Caradeux sont enfans, & il est

étonnant qu'ils n'ayent pas pris soin de le justifier, ou plutôt il est tout naturel de penser qu'ils avoient pour père Jean Caradeux, & non Jean-Jacques qui s'est marié en 1739, & que leur père avoit épousé une femme qui n'étoit pas moins étrangère que lui au Sieur Jean-Martin Aubry.

Tout se réunit & concourt à justifier cette opinion & ce soutien, & surtout à prouver que de quelque manière & entre quelques personnes que les alliances de leurs auteurs ayent été faites, ils n'ont jamais été liés au Sieur Jean-Martin Aubry par le sang d'une manière civile & légitime, puisqu'ils ne justifient ni qu'ils soient enfans de *Jean Caradeux* & de *Louise-Amable Simon*, ni que cette *Louise-Amable Simon* ait été fille légitime de *Marie-Magdeleine Aubry*, ni que *Marie-Magdeleine Aubry*, dont il est parlé dans les actes de 1709 & de 1739, ait été sœur légitime de *Jean-Martin Aubry*.

La clarté de ces vices de leur prétention est trop grande pour qu'ils puisse rester là dessus quelque doute; mais le testament du Sieur Jean-Martin Aubry met seul en évidence le défaut de la parenté que les Sieurs Caradeux s'attribuent; car si elle existoit véritablement cette parenté, il seroit évidemment certain que le testateur ne l'auroit pas ignorée, puisqu'elle proviendrait de sa propre sœur, mariée sous ses yeux, & demeurant dans sa Paroisse & sur sa terre même; & s'il l'avoit reconnue, seroit-il possible qu'il eût conçu son premier legs & sa dernière disposition dans les termes qui les forment?

Le

Le Sieur Jean Caradeux, dont il a recueilli soigneusement les noms & la qualité dans son testament, auroit été à ses yeux & dans son cœur le gendre de sa sœur, l'ancien mari de sa nièce, son neveu, le père de ses petits neveux & au moins d'une partie de ses héritiers, & tandis qu'un si nombreux concours de qualités & de liens les auroit unis l'un à l'autre, le Sieur Jean-Martin Aubry n'auroit pas pu le désigner par son seul nom de Jean Caradeux, par sa seule qualité d'Habitant, demeurant au quartier de Bellevue, dans le moment & dans l'acte même du plus grand & du plus tendre épanchement de son affection sur tous ceux qu'il pouvoit regarder comme ses proches.

Ce nom de *Jean* & cette qualité isolée d'*Habitant*, qui ne donnent de lui que l'idée d'un homme étranger au testateur, auroient été naturellement & nécessairement écartés de son esprit par le souvenir, l'idée & le sentiment même de ces liens : comme la parenté auroit été la cause du bienfait, elle se seroit manifestée dans la désignation du Sieur Caradeux, & justifiant le principe de sa libéralité par le vrai titre qui l'auroit excitée, si le Sieur Jean-Martin Aubry n'avoit pas qualifié le Sieur Caradeux son neveu, il l'auroit au moins appelé le père des petits enfans de sa sœur ou des enfans de sa nièce.

Les mêmes sentimens auroient produit les mêmes effets nécessaires dans le legs universel des biens aux héritiers du sang. Mieux connus & plus près de lui qu'aucun



autre, puisqu'ils avoient la même patrie de naissance, que le Sieur Aubry les avoit vu naître, & qu'ils avoient dû exciter & captiver sa tendresse dès leur enfance, les Sieurs Caradeux auroient été les objets d'un attachement plus fort & mieux déterminé, mieux senti nécessairement, les dernières paroles du testateur se seroient appliquées à eux nominativement comme les biens : on se complait à nommer ce qu'on aime, & les neveux chéris du Sieur Jean-Martin Aubry, n'auroient pas été moins signalés par leurs noms & par leurs titres agréables au cœur, à la bouche & à l'oreille de leur oncle, prêt à les quitter & plein du regret de se séparer d'eux pour toujours, que par le don des biens immenses qu'il n'auroit attachés qu'à ces noms & à ces titres.

Loin de se laisser aller à ces mouvemens & d'employer ces désignations qui eussent été si naturelles, si nécessaires, si infaillibles, le Sieur Aubry ne parle point des enfans, quoiqu'ils eussent été les derniers rejettons apparens de sa famille, quoiqu'ils eussent réuni son propre nom à celui de Caradeux, quoiqu'ils fussent nés & qu'ils eussent été élevés sous ses yeux, quoiqu'il eut dû en avoir pris soin lui-même & avoir reçu leurs caresses dès le berceau, & quoiqu'enfin, suivant l'usage général des familles, il eut dû en avoir présenté lui-même quelques-uns à l'autel, pour établir entr'eux dans la Religion & dans la Loi, le même lien que la nature y auroit eu mis.

Il appelle leur père à recevoir une dernière marque

de sa bienfaisance ; mais ce n'est point un parent , ce n'est point un allié qu'il nomme & qu'il appelle en lui, ce n'est point le gendre d'une sœur, ni le mari d'une nièce , ni le père de petits neveux, ce n'est point un homme qui ait été attaché ou qui le soit lors du testament à quelqu'un qui ait appartenu ou qui appartienne au testateur, ce n'est seulement que le Sieur *Jean Caradeux* , ce n'est absolument qu'un simple *Habitant du quartier de Bellevue* : voilà toutes ses qualités & tous ses titres, ce n'est, par conséquent, qu'un étranger, puisqu'il n'est rien de plus pour le testateur qu'un *Habitant du quartier de Bellevue*.

L'unanimité la plus parfaite & la plus irrésistible se manifeste donc entre les actes & les déclarations des deux familles Caradeux & Aubry. Tout démontre qu'elles n'ont jamais été unies l'une à l'autre, puisque, d'un côté, les titres de la famille Caradeux ne prouvent pas l'union, & que de l'autre, le testament du Sieur Aubry atteste qu'elle n'exista jamais. Où chercher d'autres preuves & comment pourroit-on n'être pas frappé de la force & de l'éclat de celles qui se forment par des actes & des faits si certains & si convaincans ?

Une autre source a dû pourtant en produire de très-multipliées : c'est le commerce de lettres qui a dû exister entre tous les membres de la famille Caradeux & le Sieur Jean-Martin Aubry, bienfaiteur perpétuel de cette famille. Le père & les enfans Caradeux & le Sieur Jean-Martin Aubry ont dû s'écrire mutuellement cent & cent

fois. Chacune de leurs lettres réciproques doit être, en quelque sorte, un titre contradictoire sur le fait de possession de leur prétendu état de parent, ou un acte qui les déclare & les retienne éloignés de la famille; & s'ils n'ont pas laissé couler cette source si abondante & si claire, n'est-ce pas évidemment parcequ'elle effaceroit toutes les fausses couleurs dont ils ont eu l'art de se peindre aux yeux de M. de Saintard, pour obtenir de lui la succession, & qu'elle formeroit un torrent qui les emporteroit aussi loin du Sieur Jean-Martin Aubry, que la nature & la Loi les en avoit placés par leur naissance?

Il ne faut donc plus s'arrêter à cette première réclamation des héritiers Caradeux, elle est futile, elle n'a pas le moindre fondement, puisque leurs titres sont les plus stériles qu'ils pussent produire, que le testateur les a méconnus par son silence à leur égard, qu'il les a repouffés par ce qu'il a dit très-énergiquement de leur père, & puisqu'ils suppriment eux-mêmes un des canaux les plus importans, d'où les preuves de leur état pourroient jaillir très-abondamment, passons donc à l'examen de la seconde réclamation.

*Examen des Titres du Sieur de Gizeux.*

Le Sieur de Gizeux ne produisoit pas plus de titres que les Sieurs Caradeux; aussi ses preuves ne surpassoient-elles pas celles des autres en force, en conséquences & en effets.

Les cinq pièces qui formoient sa production étoient trois faits, savoir :

1°. Que Jean Dubois & Anne Galap, veuve Papion, doivent avoir contracté mariage en l'année 1655, à *Bordeaux*.

2°. Que de leur mariage ils avoient eu Marie & Simonne Dubois, nées les 25 Mai 1656 & 21 Septembre 1671, à *Bordeaux*.

3°. Et que Simonne Dubois s'étoit mariée deux fois dans la Colonie, la première à Jean le Sergent, le 7 Novembre 1693, & la seconde au Sieur de Gizeux, en 1699.

C'étoit là tout ce que le Sieur de Gizeux justifioit; encore les deux mariages de Simonne Dubois n'étoient-ils prouvés, suivant le Sieur de Gizeux, que par des contrats & non par des actes du fait même des mariages; & c'étoit delà uniquement qu'il concluoit sa parenté avec Jean-Martin Aubry, fils de Marie Dubois.

Mais il y avoit trop loin, sans doute, du fait prouvé sur le compte de Simonne Dubois, au fait de la naissance de Marie Dubois, femme Aubry, des mêmes père & mère, pour que la justice eût jamais pu rapprocher ces deux faits & en prendre également le principe dans le mariage de Jean Dubois & d'Anne Galap, veuve Papion, si le concert le moins équivoque & le plus certain par l'Arrêt même, n'avoit pas rapproché les parties elles-mêmes, & n'avoit pas produit la reconnoissance du Sieur de Gizeux pour héritier, de la part des S<sup>rs</sup> Caradeux, déjà illégitimement saisis de la succession.

De ce que Jean Dubois & Anne Galap avoient eu deux filles à *Bordeaux*, & que l'une des deux s'étoit mariée ou paroïffoit avoir été mariée deux fois dans la Colonie, on ne pouvoit pas conclure que l'autre fille des mêmes père & mère avoit auffi passé à *Saint-Domingue*, qu'elle s'y étoit mariée comme sa sœur, & que c'étoit *Martin Aubry* qu'elle avoit épousé. La raison nepermet pas d'induire de pareilles conséquences d'un fait isolé. La justice, qui ne peut décider que sur des preuves, ne pouvoit pas en trouver une déterminante relativement à *Marie Dubois*, dans une simple particularité de la vie de *Simonne Dubois* sa sœur.

Cette preuve n'auroit pas même été formée par des éclaircissémens sur la suite de la vie de *Jean Dubois* & d'*Anne Galap*; car quand il auroit été clair que les père & mère avoient quitté eux-mêmes leur patrie, pour venir s'établir à *Saint-Domingue*, on n'auroit trouvé dans la certitude de leur émigration, que la présomption du transport de leur famille entière, & ainsi de *Marie Dubois* auffi bien que de *Simonne*; mais dans ce cas là même, le passage de *Marie Dubois* à *Saint-Domingue* n'auroit pas été assuré, car il auroit été possible que ses père & mère l'eussent laissée en France, ou même qu'elle n'eut plus été vivante au temps de leur départ.

A quelle distance le *Sieur de Gizeux* ne se trouvoit-il donc pas d'une vérité démontrée à cet égard, puisque, ne prouvant rien de relatif à *Jean Dubois* &

Anne Galap audelà de leur mariage, il n'avoit pas seulement l'avantage d'une présomption en sa faveur ?

Cette présomption étoit au contraire évidemment contre lui, puisqu'on ne voit les père & mère qu'en France, & que devant être présumés y avoir conservé leur domicile & leur famille, tant que le contraire ne se trouve pas justifié, on doit nécessairement penser qu'ils conserverent aussi Marie Dubois auprès d'eux.

Il est vrai que l'existence de Simonne dans la Colonie paroît assez certaine, mais puisqu'elle ne paroît pas y avoir été amenée & mariée par ses parens, quelque événement singulier fut, sans doute, la cause qui la leur fit perdre dans sa jeunesse par son départ de Bordeaux, & plus le motif qu'il faut supposer à son voyage est extraordinaire, moins il faut croire que sa sœur ait partagé les singularités de sa vie & les dangers de sa navigation, & que ses parens se soient vu ravir par le même coup du fort les deux seuls enfans qui composoient toute leur famille.

Il est vrai encore que Martin Aubry, père de Jean-Martin, paroît avoir eu pour femme une Marie Dubois, mais l'origine, la naissance, la patrie, les parens de cette Marie Dubois sont ignorés, ses noms ne forment ni ne prouvent qu'elle étoit sœur de Simonne Dubois & tante du Sieur de Gizeux, & le lien de ces deux personnes étoit ce qu'il falloit établir pour que la réclamation du Sieur de Gizeux se trouvât justifiée.

Marie Dubois, femme de Martin Aubry, pouvoit être fille de Jean Dubois & d'Anne Galap, de Bordeaux, on ne peut pas méconnoître cette possibilité, puisqu'on ne connoît aucune circonstance de son origine, mais on ne trouve pas la moindre apparence que telle fut sa naissance. Elle pouvoit aussi être née dans un autre lieu que Bordeaux, & d'autres parens que les père & mère de Simonne Dubois, femme de Gizeux; & ce n'étoit pas à la première de ces deux possibilités que les règles & la raison permettoient de donner la préférence dans l'incertitude, parceque les principes du droit prescrivent à celui qui forme une réclamation de la justifier complètement, & que, d'un autre côté, les parens de Simonne Dubois paroissant avoir vécu & être morts en France, son passage dans la Colonie ne pouvoit être attribué qu'à une cause & un événement rares & surprenans, qui lui étoient absolument personnels & qui ne pouvoient pas être communs à sa sœur.

Ainsi toutes les preuves administrées par le Sieur de Gizeux, de faits passés à Saint-Domingue, se réunissant sur le seul individu de Simonne Dubois, & tout forçant à croire, d'un autre côté, que Jean Dubois, Anne Galap & Marie Dubois, leur autre fille, n'avoient jamais quitté la France, la prétention du Sieur de Gizeux ne se trouve pas mieux appuyée que celle des Sieurs Caradeux, & la nécessité de les rejeter l'une & l'autre est, par conséquent, évidemment égale & parfaitement certaine. Venons donc maintenant à l'examen de la troisième.

*Examen*



*Examen des Titres de la veuve Hudain.*

Les Sieurs Caradeux & de Gizeux ont obtenu la succession de Jean-Martin Aubry, quoiqu'ils n'eussent pas de titres & qu'ils ne parussent pas même en avoir. Le caractère du succès de la veuve Hudain n'est pas entièrement semblable, quoiqu'il ne soit pas moins étonnant; cinq actes de célébration, tant de mariages que de ba rème & de sépulture, n'établissent aucun rapport entre la famille de Marie Aubry, veuve Hudain, & celle de Jean-Martin Aubry, dont elle a été jugée héritière.

Cette première sorte de titres n'offroit donc à Marie Aubry absolument rien qui pût lui servir de base & d'appui dans l'entreprise qu'elle vouloit former; mais l'ambition & l'avidité qui ne connoissent point d'obstacles invincibles, firent imaginer d'employer pour elle des ressources d'impostures, qui, suppléant à l'inutile vérité, firent paroître dans des écrits imposans, le lien de parenté que les actes authentiques ne prouvoient pas.

Ce fut ce qui produisit une seconde espèce de pièces qui, étant mises à l'abri d'une contradiction sérieuse, par le concert des Sieurs Caradeux avec la veuve Hudain, firent croire au Public & à la justice également abusés, que cette veuve avoit vraiment des droits.

Et pour couvrir, autant qu'il étoit possible, ses pré-

ventions infidieuses & mensongères d'une apparence de vérité, on produisoit aussi pour elle des procès-verbaux de l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg, par lesquels on prétendoit prouver, qu'il étoit impossible à la veuve Hudain d'établir sa généalogie & sa parenté avec Jean-Martin Aubry, d'une manière plus complète.

On ajoutoit encore quelques autres pièces, mais leur choix, leur adoption & leur rapport n'étoient des effets que d'un très-mauvais discernement, car elles s'élevoient contre les fausses preuves qui se trouvoient dans les premières, & elles auroient dû suffire pour faire reconnoître toute l'illusion que les actes produisoient, si elles avoient été soutenues par la critique vigilante & sévère d'un intérêt légitime.

Les Sieurs & Dame Aubry divisent donc en quatre fortes tous les prétendus titres de la veuve Hudain.

La première espèce est composée des cinq premiers qui sont les extraits de baptême de *Jean* & de *Guy* Aubry, fils de Jean, de mariage de Guy Aubry, de baptême de Marie Aubry, veuve Hudain, fille de Guy, & de mort de ce Guy Aubry.

Ainsi Jean Aubry, père, Jean & Guy Aubry, ses fils, & Marie Aubry, fille de Guy, sont les seules quatre personnes qui composent la famille connue par ces actes, & qui remplissent entièrement la généalogie de la veuve Hudain.

On ne trouve pas là dedans beaucoup de personnages

à l'un desquels il soit possible de déférer la paternité de Jean-Martin Aubry; car la veuve Hudain ne l'ayant réclamé que pour son cousin germain, il faudroit nécessairement qu'il eût été fils d'un frère de Guy Aubry, père de la veuve Hudain, & le seul frère qu'ait eu ce Guy Aubry étoit Jean. La généalogie dressée sur les actes n'en présente absolument aucun autre.

C'est donc de ce Jean Aubry qu'il faudroit ou prouver ou présumer que Jean-Martin Aubry étoit fils; mais quoique la veuve Hudain n'ait rien prouvé sur ce point, l'incertitude ne peut pas naître, l'absence de la vérité ne laisse pas à cette veuve l'avantage d'une présomption si favorable pour l'adversaire & si trompeuse en elle-même.

Le père de Jean-Martin Aubry est parfaitement connu, puisqu'il est mort à Léogane & qu'il y a été inhumé en 1698, son acte de sépulture est au procès, il atteste que le défunt s'appelloit MARTIN Aubry & non Jean Aubry, le certificat de M. de Larnage, Gouverneur de la Colonie, prouve la même vérité, on ne peut donc ajouter ni Martin Aubry, ni Jean-Martin Aubry à la généalogie de la veuve Hudain, on ne peut pas voir de lien de parenté entr'eux, on ne peut pas, d'après cette généalogie, les réunir & n'en composer qu'une seule & même famille, en mettant la veuve Hudain à la place de Jean-Martin Aubry, dans la propriété & la possession de ses biens.

L'unité de leur sang n'est pas prouvée, elle ne peut

pas être reconnue, elle ne peut pas même être soupçonnée jusqu'à présent par les hommes qui, comme les Magistrats, recherchent la lumière de la vérité, puisque les bornes de la famille de la veuve Hudain sont parfaitement marquées par ses titres, & qu'elles ne renferment personne à qui Jean-Martin Aubry puisse être donné pour fils ou pour descendant ou pour parent, en quelque ligne & à quelque degré que ce soit. La veuve Hudain ne peut pas être héritière de Jean-Martin Aubry, puisque l'unité du sang est le seul principe du cours des biens.

Les prétendus titres de la seconde espèce sont des lettres, billets & reconnoissance de Martin Aubry, père de Jean-Martin, de Marie Dubois sa veuve & de Jean-Martin Aubry lui-même. Il faut les placer ici tout entiers pour les faire mieux connoître & rendre plus sensible la vérité des observations qu'ils exigent.

*Lettre de Martin Aubry.*

» De la Petite-Rivière, côte Saint - Domingue,  
quartier de Léogane, le 16 Décembre 1696.

Monfieur & cher frère,

« Je vous écris celle-ci pour vous affurer de mes très-  
» humbles respects & vous faire favoir l'état de ma santé,

» qui est fort bonne, grace à Dieu. Toute ma petite famille  
» se porte bien, ma femme vous embrasse & vous fait  
» ses complimens. Je vous dirai que les Anglois & les  
» Espagnols nous ont entièrement détruits & nous ont  
» réduits à la mendicité, nous avons été contraints d'a-  
» bandonner le Port-de-Paix, & nous sommes venus  
» demeurer à Léogane, où nous avons assez peine à gagner  
» notre vie, ainsi si vous nous faites la grace de nous  
» récrire, pour nous faire savoir de vos nouvelles, vous  
» mettrez l'adresse à la Petite-Rivière. J'ai reçu votre  
» lettre par laquelle vous m'avez marqué que vous  
» m'envoyez un chapeau de castor & une paire de sou-  
» liers, je ne les ai pas reçus, je vous en ai autant d'obli-  
» gation comme si je les avois reçus, & si la personne  
» à qui vous les avez mis en main est encore en ce pays,  
» vous la ferez rendre raison, je vous prie de me faire  
» des nouvelles de mon frère, je ne fais s'il est mort  
» ou vif, il y a fort long-temps que je n'ai eu de ses  
» nouvelles. Si vous souhaitez que j'aie l'honneur de vous  
» récrire, ayez la bonté de m'envoyer l'adresse où je  
» les ferai rendre à la Rochelle, car j'ai perdu entière-  
» ment tous mes papiers. Moi & ma femme nous saluons  
» toute votre honorable famille & vous demeure avec  
» respect, Monsieur & frère, votre très-humble &  
» très-obéissant frère, Martin Aubry. Je vous ai en-  
» voyé plusieurs fois des perroquets & des oranges de  
» la Chêne, je ne fais pas si vous les avez reçus, je n'ai  
» pas eu des nouvelles depuis ce temps là de vous. A  
» M. M. Gy Aubry, Marchand sur la Petite-Rive, à  
» la Rochelle, à la Rochelle. »

Monsieur & cher frère ,

« Je vous fais ces lignes la larme à l'œil, pour vous  
 » apprendre les tristes nouvelles de mon infortune ; vous  
 » saurez donc par celle-ci que le pauvre M. Aubry est  
 » décédé après une longue maladie, & il y a déjà quel-  
 » que temps. Je m'aurois donné la peine de vous le  
 » faire savoir plutôt, mais toutes les fois que j'ai eu  
 » le dessein de vous apprendre cette méchante nou-  
 » velle, mes douleurs & mes peines se redoublent, je  
 » crois que vous n'en douterez pas, d'autant mieux  
 » que nous étions les deux personnes que le ciel n'a  
 » jamais mieux unies & qui vivent le plus d'intelli-  
 » gence, il n'a eu en tout que quatre enfans, un qui  
 » étoit mort huit jours avant lui, de sorte qu'il ne m'en  
 » restoit en tout que trois, & depuis sa mort il en est  
 » encore mort un, il m'en reste donc encore deux, qui  
 » sont un garçon & *une fille*, & ce sont tous les biens  
 » qui me restent de notre mariage ; car pour le peu de  
 » biens que nous pouvions avoir, nous l'avons consom-  
 » mé dans la maladie, d'autant qu'elle a été fort lon-  
 » gue. Voila, mon très-cher frère, tout ce que j'ai  
 » à vous dire pour le présent, si non que je vous prie de  
 » ne pas oublier une pauvre famille qu'il m'a laissée,  
 » & moi qui serai toujours, Monsieur & très-cher frère,  
 » votre très-humble & très-obéissante servante, Marie  
 » Dubois. J'embrasse de tout mon cœur votre épouse  
 » & toute votre famille. A M. M. Aubry, Marchand  
 » à la Rochelle, à la Rochelle ».

*Lettre du Sieur Jean-Martin Aubry, du 26 Janvier 1708.*

Mon cher oncle & ma chère tante,

» Celle-ci est pour vous souhaiter une bonne & heu-  
 » reuse année & toutes sortes de prospérités à vous &  
 » à votre chère famille, & pour en même temps vous  
 » faire excuser sur ce que j'ai tant attendu, mais ce qui  
 » en a été cause, ça été une fâcheuse maladie que j'ai  
 » effuyée, je suis tombé malade le 20 Novembre, de  
 » la petite-vérole, & ai été à la dernière extrémité &  
 » ne suis pas entièrement guéri, ce qui m'empêche de  
 » vous demander ce que je souhaiterois bien, quoique  
 » je ne vous pouvois mander que la misère; vous fau-  
 » rez que je n'ai pas reçu aucune nouvelle de ma mère,  
 » ce qui m'a chagriné beaucoup, me trouvant délaissé  
 » de tout, hors de vous, c'est pourquoi je vous prie  
 » de me faire la grace de me faire savoir de vos  
 » nouvelles, c'est ce que j'espère de vous. Mon cher  
 » oncle & ma chère tante, votre très-humble & très-  
 » obéissant serviteur & neveu Aubry. J'embrasse mon  
 » cher cousin & ma chère cousine. *A Paris*, ce 26 Jan-  
 » vier 1708. A. M. M. Aubry, Marchand sur la grande-  
 » rive, à la Rochelle ».

*Lettre de Marie Dubois, veuve Aubry.*

» A Léogane, le 1<sup>er</sup> Mars 1708.

« Mon cher frère, celle-ci est pour vous assurer de

» mes très-humbles respects, je vous dirai que j'envoye  
 » mon fils en France pour se perfectionner de son mé-  
 » tier de Chirurgie, qu'il a appris chez les Pères de la  
 » Charité en ce pays. Je lui ai recommandé de ne pas  
 » manquer, sitôt son arrivée à la Rochelle, de vous aller  
 » rendre ses devoirs, à quoi il ne manquera pas. Je  
 » suis fort surprise de ce que je n'ai eu aucune de vos  
 » nouvelles depuis la mort de mon défunt mari, votre  
 » frère. J'espère qu'aurez de la joie de voir votre neveu  
 » Aubry, & que lui rendrez service. C'est ce que je  
 » vous prie, comme aussi de m'écrire par la première  
 » occasion. *MA FILLE, VOTRE NIÈCE, vous assure de*  
 » *ses civilités*, & moi qui vous suis de tout mon cœur,  
 » mon beau frère, votre très-humble & très-obéissante  
 » servante, Marie Dubois, veuve Aubry. Je vous prie  
 » d'assurer ma belle sœur & toute votre aimable famille  
 » de mes civilités, *ma fille* en fait autant. A M. M.  
 » Aubry, Marchand, à la Rochelle ».

*Reconnoissance du Sieur Jean-Martin Aubry.*

« Je, souffigné, Martin Aubry, que M. Aubry, mon  
 » oncle, n'est nullement engagé au cautionnage qu'il a  
 » fait pour moi d'un coffre de chirurgie, fourni à moi  
 » par M. Goujaud, maître Apothicaire, montant à la  
 » somme de cinq cens dix-sept livres dix sous, d'au-  
 » tant que ce n'est que pour m'obliger qu'il l'a fait. A  
 » la Rochelle, ce dix-neuf Octobre 1709, Aubry ».

*Billet*



*Billet du Sieur Jean-Martin Aubry.*

« Je promets payer à M. Aubry, maître de bar-  
 » que à la Rochelle, la somme de quarante six livres,  
 » pour argent qu'il m'a prêté à mon besoin. A la Ro-  
 » chelle, ce 19 Octobre 1709, Signé Aubry ».

On voit que l'imposture fabriquant ces ouvrages, n'a manqué de fécondité, ni dans les circonstances qu'il falloit supposer, ni dans le nombre des personnages qu'il falloit mettre en scène pour attacher l'une à l'autre deux familles différentes qui ne se sont jamais tenues, qui ne se sont même jamais connues.

Le père, la mère, le fils de la nouvelle famille de Saint-Domingue, reconnoissent, chacun à part, tous les membres de la famille de la Rochelle, la fille même de Marie Dubois, veuve Aubry, cette fille dont la veuve Hudain a méconnu elle-même l'existence légitime, est dépeinte par sa mère à ses prétendus parens, comme remplie des sentimens qu'elle leur devoit & s'acquittant envers eux des devoirs qu'elle auroit eu véritablement à accomplir. Il semble, au premier regard, que rien ne manque à la composition de ces œuvres de mensonges.

Mais c'est toujours en vain que le menteur le plus habile médite & combine péniblement la ressemblance de ses suppositions avec la vérité : il ne peut pas plus les lui rendre parfaitement semblables, qu'il ne peut en faire la vérité même; & comme elles sont d'une nature

différente & opposée, elles ont nécessairement des traits grossiers qui les décèlent & qui, étant saisis & rassemblés, font reconnoître bientôt tout l'artifice.

Aussi la fourberie se manifeste-t-elle au moindre examen dans toutes ces prétendues lettres, reconnoissances & billets de la famille Aubry de Saint-Domingue, à la famille Aubry de la Rochelle. La vérité se montre elle-même d'un autre côté avec tant d'éclat & de force par l'authenticité des actes qui la présentent, que tout l'édifice de l'imposture se renverse & se détruit au premier choc qu'il en reçoit, & que le mérite de la seule vraisemblance ne se retrouve plus dans le plan de ruses que l'auteur s'étoit tracé.

Comment concevoir, en effet, que ces écrits qui n'annoncent que la misère, & qui étoient incapables de faire naître le moindre espoir, se fussent conservés pendant soixante-dix ans dans la chaumière d'un malheureux pêcheur de Taillebourg, où il n'avoit peut-être pas un seul meuble qui pût les recevoir & les mettre à l'abri des injures & des ravages du temps, pendant le moindre de ses espaces ?

Comment concevoir, que découvrant le principe & la source de la grande fortune de Jean-Martin Aubry, par l'acquisition d'un coffre de chirurgie & par un prêt d'argent de 46 liv. ils eussent été isolés dans les mains de la veuve Hudain; qu'ils eussent accusé Jean-Martin Aubry de l'oubli le plus impardonnable, de l'ingrati-

de la plus reprehensive & la plus odieuse, même de la mauvaise foi la plus détestable, tandis que la sagesse de son esprit, la droiture de son cœur, la pureté de ses sentimens s'étoient fait connoître dès long-temps avant sa mort par les dispositions les plus justes, les mieux mesurées & les mieux faisantes ?

Comment concevoir qu'il eut toujours oublié pendant sa vie & qu'il eut manqué d'appeler expressément à sa succession ceux de ses parens qui auroient dû lui être les plus chers, ceux qui auroient été ses uniques soutiens en France dans ses premières années, ceux auxquels il auroit dû tout, parcequ'ils auroient été les fondateurs de sa fortune & les premiers artisans de ses longues prospérités, puisqu'il leur auroit encore dû quarante six livres d'argent prêté, lorsqu'il mourut ?

On ne pourra jamais concilier des contrariétés si étonnantes, & elles seules ne doivent laisser aucun doute sur la cause criminelle des écrits qui étoient représentés pour la veuve Hudain. Mais ces invraisemblances, ces impossibilités ne sont que les moindres des circonstances qui confondent les trop industrieux agens de la veuve Hudain, & le domicile certain de Guy Aubry à Taillebourg, sa mort assurée en 1703, les dattes des lettres, billet & reconnoissance en 1695, 1701, 1708 & 1709, & l'état de ces lettres découvrent bien plus parfaitement l'impof-ture & ne laissent pas la moindre ressource pour la soutenir.

Guy Aubry, père de la veuve Hudain, étoit né &

domicilié dans la Paroisse de Taillebourg, près de Xaintes, à plusieurs lieues de la Rochelle, & il étoit mort le 3 Juin 1703, mais la veuve Hudain demuroit, sans doute, à la Rochelle sur la petite-rive. Le faussaire compositeur prenant sa maison pour celle de tous ses ayeux, & ne songeant pas à l'époque de la mort de son père, fait vivre ce père à la Rochelle six ans après sa mort & lui fait recevoir en 1708 & en 1709 des lettres, un billet & une reconnoissance de Jean-Martin Aubry, qui n'auroit jamais pu le voir ni le connoître en France, puisque suivant ces lettres mêmes, Jean-Martin Aubry n'y étoit passé pour la première fois qu'en 1707 ou en 1708, plus de quatre ans après la mort de Guy Aubry.

D'un autre côté, Jean-Martin Aubry écrit de Paris, à son prétendu oncle, le 26 Janvier 1708, il lui apprend qu'il étoit tombé malade à Paris dès le 20 Novembre précédent, il falloit donc qu'il fût arrivé en France, au plus tard, vers le milieu de l'année 1707; & le premier Mars 1708 seulement, Marie Dubois, veuve de Martin Aubry, écrit à Guy Aubry qu'elle ENVOYE son fils en France & qu'il ne manquera pas d'aller lui rendre ses devoirs, aussitôt qu'il sera rendu à la Rochelle, & on la fait signer Marie Dubois, veuve Aubry, quoi qu'elle fut remariée depuis long-temps.

Une de ces deux lettres du fils & de la mère est nécessairement & très-évidemment fausse; car si Jean-Martin Aubry étoit tombé malade à Paris, le 20 Novembre 1707, sa mère ne pouvoit pas l'envoyer en France

au mois de Mars 1708, elle ne pouvoit pas lui recommander alors à Saint-Domingue de rendre ses devoirs avec empressement à ses parens en arrivant à la Rochelle; & si elle lui faisoit véritablement cette recommandation au mois de Mars à Saint-Domingue, il n'étoit donc pas à Paris, il n'avoit pas pu y écrire dès le 26 Janvier de la même année, il n'étoit pas possible qu'il y eût été malade dès le 20 Novembre de la précédente, il faudroit donc dans tous les cas rejeter au moins une de ces pièces; mais elles ont découlé toutes de la même source, & s'il est indubitable qu'une seule porte avec elle le poison de l'imposture, comment seroit-il possible de réputer les autres plus pures & d'en conserver aucune?

La supercherie, toujours mal-assurée dans ses actions, n'est plus équivoque, on ne peut reconnoître qu'elle dans ces méprises multipliées, mais elle s'apperçoit encore mieux, s'il est possible, dans l'omission d'un caractère très-important, que les titres auroient eu infailliblement, s'ils avoient été vrais, c'est la signature ou au moins le paraphe de quelques Notaires.

Guy Aubry, père de la veuve Hudain, étant mort le 3 Juin 1703, & Marie Aubry, cette veuve, étant née en 1694, elle ne pouvoit être ni majeure ni émancipée lorsqu'elle perdit son père. Son tuteur fut obligé de faire faire un inventaire; & si les lettres de 1695 & de 1701 avoient existé dans les papiers & qu'elles eussent été regardées comme des titres de famille dignes d'être conservés, elles auroient été comprises dans cet

inventaire, elles auroient été paraphées; si au contraire elles avoient paru indignes de ce soin & de cette formalité, elles auroient péri nécessairement dans cette circonstance.

Il est impossible de désirer rien de plus convaincant de la fausseté de ces pièces que ces vérités certaines, qu'elles contredisent & qui les anéantissent; mais quand tout s'accorderoit & se concilieroit parfaitement avec des mensonges plus heureusement composés, ces écritures particulières ne pourroient jamais exciter ni obtenir la foi de la Justice & provoquer ses jugemens. Isolées dans les mains de ceux qui les ont déjà représentées ou qui les représenteroient encore, & privées & dépourvues de tout ce qui pourroit les rendre certaines, elles ne présenteroient pas plus les vraies signatures de Martin Aubry, de Marie Dubois, & de Jean-Martin Aubry que celles de toutes autres mains que les leurs: la prudence qui préside aux décisions des Tribunaux ne permet pas d'accorder une confiance aveugle à tous les écrits qu'on produit sous leurs yeux; & jusqu'à ce qu'une vérification régulière par une comparaison d'écritures authentiques, eut porté dans les esprits la conviction & la certitude de la preuve entière, il faudroit qu'une défiante sagesse n'attribuât ces signatures à personne & les réduisît au rang & dans la classe des écrits incertains, qui ne pouvant être avoués sans indiscrétion & sans danger, ne peuvent jamais non plus être les fondemens d'un Arrêt.

Que seroit-ce en effet qu'une prétendue règle de

justice qui assureroit le respect & la foi des Magistrats à des actes tels que ceux qui ont été présentés au nom de la veuve Hudain & qui sous le prétexte de leur apparence d'ancienneté, rendroit ces actes capables de faire décider des intérêts les plus précieux, conformément à ce qu'ils indiqueroient ?

Ce ne seroit rien autre chose qu'un principe d'injustice & d'absurdité monstrueuse, qui, contrariant le vœu de la nature, de la raison, de la justice, & anéantissant la loi même en mille occasions, n'assureroit plus les biens des familles qu'au crime le plus heureux & le mieux consommé.

Les héritiers Aubry, de Tours, écartés par des titres qui ne seroient pas certains, pourroient combattre ceux-là par d'autres titres qu'ils fabriqueroient eux-mêmes & qui n'auroient pas moins que les autres l'avantage du respect des Tribunaux, d'après la règle.

D'autres Aubry de tous les lieux, de tous les pays, toutes les familles Aubry de la France pourroient venir réclamer avec de pareilles preuves, puisqu'il ne dépendroit que d'eux d'en fabriquer.

Il faudroit bien que dans le concours de tant de réclamations & de tant de pièces différentes attribuées aux mêmes mains, la justice cherchât à discerner ce qui pourroit paroître le plus assuré, mais sa foi légale étant acquise à des écrits qui porteroient des dates anciennes, son choix ne pourroit tomber que sur ceux

qui auroient été rendus moins incertains & plus appa-  
rens par la supériorité de l'adresse, & par conséquent la  
succession deviendroit nécessairement le prix des fauffaires  
les plus raffinés. Qui oseroit jamais professer une doctrine  
si allarmante & si funeste ?

Elle est trop injuste, trop dangereuse, trop évidem-  
ment absurde pour que les Sieurs & Dame Aubry  
puissent jamais craindre de la voir réussir, quant une  
effronterie insupportable l'éleveroit contr'eux dans des  
écrits, mais indépendamment de cette assurance que la  
justice & la raison leur inspirent, ils ont encore la  
certitude que l'on ne pourroit pas même faire la tenta-  
tive de la soutenir, puisque les lettres de 1695, de  
1701, de 1708 & les reconnoissances de 1709 sont  
d'une fausseté aussi avérée qu'insigne, par la certitude  
du domicile de Guy Aubry à Taillebourg, de sa mort  
en 1703, du passage de Jean-Martin Aubry en France,  
en 1707 & 1708, suivant les lettres mêmes, & par le  
défaut de signatures & de paraphes des Notaires sur  
ces pièces, quoiqu'elles ayent nécessairement dû être  
inventoriées.

Les fondemens de la confiance des Sieurs & Dame  
Aubry sont encore plus étendus & plus forts, & la  
vérité des lettres & billets, la vérité des signatures de  
Martin Aubry, de sa veuve, de son fils seroit présente  
& parfaitement assurée dans le procès, sans que cette  
confiance en fût ébranlée, ni que les Sieurs & Dame  
Aubry en fussent émus.



La nature fait l'état des hommes par leur naissance, la loi le fixe civilement par ses règles, l'assure & le garantit par ses actes qui le prouvent; & jamais le caprice, ni l'amitié, ni la passion, ni en un mot l'adoption, quelle qu'en soit la cause, ne peuvent changer les faits de la nature, ni démentir & faire rejeter les actes de la Loi.

L'existence de Martin Aubry, sa naissance dans un lieu quelconque, de parens quelconques, sont les faits de la nature qui ont formé son état, la loi a dû en produire des actes justificatifs, c'est par ces actes que tout doit s'établir, rien n'est certain s'ils ne paroissent pas, & tout ce qui pourroit paroître du fait même de Martin Aubry, de sa veuve & de son fils, prouveroit qu'il a reconnu ou adopté des hommes pour ses parens, mais ne prouveroit pas que ces hommes reconnus ou adoptés, le fussent en effet dans l'ordre de la nature & de la loi.

Ainsi, quant les lettres de 1695, 1701, 1708 & 1709 seroient vraies, quant leur vérité seroit certaine, elles ne prouveroient pas par elles seules la parenté de Martin & de Jean-Martin Aubry, avec la famille de la Rochelle & de la veuve Hudain, elles établiroient seulement la volonté de reconnoître cette famille & de l'adopter; mais il manqueroit au complément de la preuve de parenté, la connoissance & la preuve du motif de la reconnoissance & de l'adoption. Personne ne pourroit se dire que cette reconnoissance & cette adoption étoient légitimes & fondées sur une parenté faite par la nature

& par conséquent il seroit encore impossible de juger que Martin Aubry & la veuve Hudain étoient vraiment parens.

On demandera peut-être pourquoi donc la Cour même a admis la veuve Hudain sur ces pièces, malgré tant de circonstances & de vérités de droit que les Sieurs & Dame Aubry prétendent être si frappantes & si décisives? Les Sieurs Caradeux ne manqueroient pas en effet de former cette question & de soutenir, pour la faire paroître plus embarrassante, qu'ils n'ont rien négligé de ce qui étoit nécessaire pour écarter la veuve Hudain.

L'étonnement est naturel & légitime, mais il ne peut pas avoir de durée. Ces fruits du concert des Sieurs Caradeux & de la veuve Hudain contenoient, principalement dans la lettre du 1<sup>er</sup> Mars 1708, des nouvelles positives & précises d'une fille de Martin Aubry, sœur de Jean-Martin. On faisoit même dire à Marie Dubois dans cette lettre : « *ma fille votre nièce vous assure de ses civilités* ». La veuve Hudain qui produisoit elle-même ces lettres pour justifier sa prétendue parenté, ne pouvoit en méconnoître aucune partie. Elle étoit forcée par cela-même de renoncer à sa prétention de bâtardise de Marie-Magdeleine Aubry, quoiqu'elle fût démontrée : les Sieurs Caradeux réclamoient ce témoignage de la mère sur l'état de sa fille, pour justifier le leur, & adoptoient ainsi nécessairement la totalité des lettres. Ces pièces étoient donc également admises,

reconnues & invoquées de part & d'autre, la connivence qui les avoit produites, en avoit fait des preuves respectives, que l'on réclamoit avec une force égale des deux côtés, il falloit donc, de toute nécessité, qu'elles déterminassent l'Arrêt qui a été rendu.

Rien ne peut être plus clair & cette réponse sans réplique à l'objection qu'on auroit pu faire, est en même temps une démonstration complète du concert & par conséquent une preuve de plus de la fausseté de ces lettres.

Ainsi, la première & la seconde espèce des prétendus titres de la veuve Hudain sont également impuissantes en faveur de cette veuve. Les premiers ne sont applicables qu'à quatre personnes étrangères à Jean-Martin Aubry, les seconds incertains & incapables de prouver par leur nature & leur caractère d'actes privés, sont encore démontrés faux par l'invraisemblance & l'impossibilité de leur conservation, par les contradictions & les méprises grossières qui s'y trouvent, parceque ce sont en partie des obligations consenties en faveur d'un homme qui, dans la vérité, n'existoit plus au temps de leurs dates depuis six années entières; enfin, leur vérité seroit démontrée, qu'elles ne prouveroient rien au delà d'une adoption qui pouvoit être fantasque aussi bien que légitime, & par conséquent elles ne prouveroient pas réellement la parenté.

Il n'en est pas de même de la troisième espèce. Elle

n'est pas suspecte, incertaine, fautive, & sans conséquences comme la seconde, elle ne borne pas la famille de la veuve Hudain à quatre personnes étrangères à Jean-Martin Aubry comme la première, les Sieurs & Dame Aubry avouent sans peine qu'elle est authentique, claire, vraie & incontestablement probante.

Mais ils réclament la preuve qui en sort, c'est en leur faveur qu'elle s'élève; c'est irrésistiblement contre la veuve Hudain qu'elle se tourne.

Cette troisième espèce est composée de plusieurs procès-verbaux de l'état des registres de la Paroisse de Taillebourg, où étoit née toute la famille Aubry de la Rochelle. Il faut en présenter ici un entr'autres, & en partie seulement, afin de faire voir plus exactement ce qu'ils contiennent.

« . . . . . Dans le nombre desquels registres il s'en  
 » trouve quatre qui sont perdus, savoir: les années 1669,  
 » 1670, 1671 & 1672, SAUF CEPENDANT LE REGIS-  
 » TRE QUI CONTIENT LES ANNÉES DEPUIS 1640 JUS-  
 » QU'EN L'ANNÉE 1658, ET CELUI DEPUIS CETTE DER-  
 » NIÈRE JUSQU'EN 1666 QUI SONT DANS UN ASSEZ BON  
 » ORDRE, Y AYANT SEULEMENT PLUSIEURS LACU-  
 » NES DE CINQ A SIX TRAVERS DE DOIGT . . . . . ».

Cette description de l'état de ces registres fait connaître parfaitement cet état. Elle prouve que les registres de 1640 & des années suivantes jusqu'en 1666 sont

dans un *assez bon ordre*. Ainsi, d'après cela, s'il est démontré que Martin Aubry étoit né dans une de ces années, il faut certainement ne pas douter que Taillebourg n'étoit pas le lieu qui l'avoit vu naître, puisque l'acte de son baptême ne s'y est pas trouvé.

L'acte de sépulture de Martin Aubry, fait à Léogane le 9 Janvier 1698, contient qu'il est mort à l'âge de 40 ans; puisque Martin Aubry mort en 1698, étoit âgé alors de 40 ans, il est indubitable qu'il étoit né en 1658, dans une des années dont les registres de Taillebourg rendoient encore un compte fidèle en 1763. Son baptême n'a cependant pas été fait dans cette Paroisse, puisque l'acte ne s'y en trouve pas, ce n'est donc pas dans cet endroit qu'il avoit reçu le jour; ce n'étoient donc pas les ayeux de la veuve Hudain qui le lui avoient donné, il n'étoit donc pas son parent, voilà ce que cette troisième espèce de titres établit irrésistiblement.

La quatrième & dernière espèce est composée de trois pièces qui ne prouvent pas moins que les précédentes contre la veuve Hudain elle-même.

Chodeau de la Cochetiere avoit consenti le 2 Juin 1666, devant Patin, Notaire à la Tortue, une obligation de 258 liv. tournois, payables en France, à l'ordre de Renée Aubry.

Renée Aubry avoit donné le 28 Mai 1673 une procuration à Jean Aubry, son frère, pour toucher les

258 liv. montant de l'obligation de Chodeau de la Cochetiere.

Jean & Renée Aubry, frères, étoient morts dans l'intervalle de 1666 & 1673 à 1686, & n'avoient l'aîné pour fils & neveu, & pour *seul & unique héritier* que Jean Aubry, fils de Jean, qui obtint le 26 Novembre 1686, en la Jurisdiction de Xaintes, une sentence portant condamnation des 258 liv. contre Chodeau de la Cochetiere, en faveur de ce Jean Aubry fils, héritier de Jean Aubry, son père, & icelui comme ayant recueilli la succession de feu Renée Aubry, son oncle, **SEUL HERITIER D'ICELUI.**

C'est là ce que prouvent & ce que portent littéralement les titres de la quatrième espèce; & que conclure delà qui ne soit inutile, ou plutôt qui ne soit contraire à la veuve Hudain?

Elle prétend, sans doute, que ces Jean Aubry, père & fils, & Renée Aubry, dont il s'agit dans ces actes, étoient ses parens & ceux de Jean - Martin Aubry. Son soutien doit être même que Jean & Renée Aubry étoient frères de Martin, père de Jean-Martin, mais la sentence de Xaintes, du 26 Octobre 1686, contient une preuve décisive du contraire: si Jean, Renée & Martin avoient été frères, Jean & Martin auroient été également héritiers de Renée, au lieu que sa succession a été recueillie toute entière par Jean, fils de Jean, qui s'est dit **SON SEUL HERITIER.** Martin n'étoit donc pas frère de Jean

ni de Renée, il n'étoit donc pas le parent de la veuve Hudain ?

C'est ici que se termine l'examen & la discussion des titres de la veuve Hudain & par conséquent tout ce qui concerne les trois premières réclamations. On est en état maintenant d'apprécier chacune d'elles & l'on doit être convaincu de leur défaut de fondement & de leur injustice.

En effet, inutilité des titres des Sieurs Caradeux, absence de toute preuve & de toute justification de leur naissance, de leur état, de ceux de leur prétendue mère & de leur prétendue ayeule, preuve déterminante contre eux dans le testament par le silence à leur égard & par l'attestation très-formelle que leur père n'étoit qu'un homme étranger au testateur.

Inutilité semblable des titres du Sieur de Gizeux, absence égale de toute preuve & de toute justification de la naissance & de l'origine de Marie Dubois & de son lien de parenté avec Simonne Dubois, ayeule du S<sup>r</sup> de Gizeux.

Même inutilité des premiers titres de la veuve Hudain, défaut de certitude des seconds, contradictions frappantes & grossières entr'eux, fausseté avérée de ces seconds titres & insuffisance dans la supposition même de leur vérité. Preuves incontestables dans les 3<sup>mes</sup> & les 4<sup>mes</sup>; mais preuves incontestables que la veuve Hudain n'a

jamais été parente de Jean-Martin Aubry, enfin évidence & certitude de la connivence & du concert entre les Sieurs Caradeux & la veuve Hudain, tels sont tous les caractères & les résultats de tous ces titres. On n'a pas besoin de répéter encore ici la conséquence qui doit en être déduite & l'influence qu'ils doivent avoir dans l'Arrêt que la Cour doit rendre entre les parties, il ne reste donc plus qu'à examiner les titres des Sieurs & Dame Aubry.

*Examen des Titres des Sieurs & Dame Aubry.*

Ce n'est pas comme les Sieurs Caradeux & de Gizeux, & comme la veuve Hudain, dans l'erreur, ni dans les ténèbres de l'incertitude, ni dans les voies de l'artifice, du mensonge & de l'imposture que les Sieurs & Dame Aubry proposent à la justice de descendre & de s'égarer pour y prendre les motifs d'un jugement.

Ils ne se présentent devant elle & ne lui soumettent leur demande, qu'environnés de la lumière la plus pure & la plus inaltérable, des titres les plus authentiques & les plus décisifs : leur qualité de cousins germains de Jean-Martin Aubry est si certaine & si parfaitement établie qu'il n'est rien de plus assuré parmi les hommes.

Le père de Jean-Martin Aubry a été reconnu dans tous les différens temps & dans tous les différens actes du procès pour être Martin Aubry, mort & enterré à Léogane, le 9 Janvier 1698 & dont l'acte de sépulture est produit au procès.



Les Sieurs & Dame Aubry satisferoient donc rigoureusement à tout & donneroient la démonstration complète de leur parenté avec Jean-Martin Aubry, en prouvant seulement que *Martin Aubry*, son père, est né à Tours, dans leur famille & des mêmes parens dont ils descendent, & en produisant l'acte de baptême fait au nom de *Martin Aubry*. C'est uniquement cet acte qui est nécessaire & qui peut former une preuve entière.

Ils le rapportent, & cet acte prouve que *Martin Aubry* est effectivement né à Tours & qu'il étoit fils de *Jacques Aubry* & de *Marie Villette*; & ils y ajoutent l'acte de célébration du Mariage de *Jacques Aubry* & de *Marie Villette*, qui établit la légitimité de la naissance de *Martin Aubry*, & ne laisse pas la moindre incertitude sur la vérité du lien de *Martin Aubry* à une famille de Tours.

Il n'est donc plus possible dès à présent de douter que la patrie d'origine de *Jean-Martin Aubry* soit la ville de Tours, & que *Jacques Aubry* & *Marie Villette* aient formé la souche de sa famille. C'est une vérité démontrée, puisque l'acte de baptême de ce fils de *Jacques Aubry* & de *Marie Villette*, & l'acte de sépulture du père de *Jean-Martin Aubry* appartiennent également au même sujet, à la même personne, à un même *Martin Aubry*.

Mais ce n'est pas là que se borne la preuve de<sup>s</sup> Sieurs & Dame Aubry.

Aux deux noms, *Martin & Aubry*, l'acte de sépulture ajoute l'âge & il le fixe à *quarante ans*, en 1698.

Ainsi, si le *Martin Aubry* qui est inhumé à Léogane à cet âge, est le même qui étoit né à Tours de *Jacques Aubry & de Marie Villette*, l'acte du baptême fait à Tours doit nécessairement donner le même âge à la même époque de 1698.

Et si au contraire *Martin Aubry* né à Tours, & *Martin Aubry* mort à Léogane en 1698, étoient deux individus différens, il est presque entièrement indubitable que l'extrait de baptême donnera en 1698 un âge plus ou moins avancé.

L'acte de baptême de *Martin Aubry*, de la ville de Tours, est de 1658. Dans l'espace de cette année à celle de 1698, on trouve très-précisément les quarante années que l'extrait mortuaire de Léogane assigne à son sujet; ainsi ces deux actes se réunissent & s'attachent nécessairement l'un à l'autre, non-seulement par le parfait accord des noms qu'ils contiennent, mais encore par un accord égal sur l'âge qu'ils constatent l'un & l'autre.

Il est impossible que la loi & ses Ministres en exigent & même qu'ils en desirant d'avantage, puisque c'est uniquement aux deux termes de la vie que les hommes doivent être inscrits & remarqués dans les monumens publics de la loi pour l'assurance de leur état & de celui de leur postérité.

Il est vrai que le mariage est une troisième circonstance dans laquelle la même formalité doit être remplie pour les mêmes fins, & que Martin Aubry s'étoit marié, puisque c'est de la succession de son fils qu'il s'agit; mais la perte de l'acte du mariage n'est pas moins certaine que le fait de sa célébration, c'est une vérité que toutes les parties ont toujours reconnue dans le procès & qui se trouve attestée par l'Histoire même : les Anglois firent le siège du Port-de-Paix en 1695, ils obligèrent les Habitans à la fuite, ils le pillèrent & l'incendièrent, & les dépôts publics devenant, ainsi que le reste, la proie des flammes, l'acte du mariage de Martin Aubry fut consumé & perdu pour toujours.

Il faut donc de toute nécessité s'en tenir à ces deux actes du commencement & de la fin de la vie, puisqu'il est certain, même dans l'ordre établi par la loi, qu'on ne pourroit jamais s'en procurer davantage, & ces deux actes s'accordant le plus parfaitement qu'il est possible & prouvant la naissance & la mort du même individu dans les villes de Tours & de Léogane, l'identité de Martin Aubry doit paroître aussi précisément & aussi parfaitement certaine que si tous les faits de sa naissance, de sa vie & de sa mort s'étoient passés sous nos propres yeux.

On chercheroit inutilement, dans des subtilités, des moyens de résister à une vérité si puissante & si claire, en disant que ce n'est pas assez de rapporter les actes des deux extrémités de l'existence, & que pour soute-

nir & confirmer cette apparence d'identité, il faut encore en compléter la preuve par des actes du temps intermédiaire.

Les Sieurs Caradeux & de Gizeux & la veuve Hurdain n'avoient pas la millième partie de ces moyens, quand ils ont obtenu des succès si faciles. Mais d'ailleurs la loi n'exige & ne prescrit expressément que le rapport des actes de baptême, de mariage & de sépulture pour constater l'état des hommes. Ces actes établissent donc entièrement cette identité devant elle & ne laissent aucune incertitude sur ce point; puisque ce sont les seules mesures qu'elle prescrit & qu'elle prend pour avoir les résultats qui doivent servir de base à ses décisions. Ainsi les Sieurs & Dame Aubry qui rapportent l'extrait de baptême & l'acte de sépulture de Martin Aubry, très-concordans par les circonstances qu'ils établissent chacun à part, forment par cette seule production toute la preuve que la loi demande, & la justice de leur réclamation est mise par cela seul dans le jour le plus éclatant qu'elle puisse recevoir.

Combien ne seroit-il pas injuste & déraisonnable en effet d'exiger une preuve d'identité par des actes intermédiaires de la naissance à la mort des hommes; surtout lorsque, comme dans cette espèce, le rapport de l'acte de mariage est impossible, parce qu'un accident arrivé dans les dépôts publics en a produit la perte? Un homme qui se sépare de sa famille & qui s'en éloigne, a, le plus ordinairement, pour motifs le

mécontentement, la méfintelligence, la froideur, la haine, il peut demeurer jusqu'à la mort dans ces sentimens qui le retiennent aussi dans le plus profond silence envers ses parens. L'acte de sépulture se trouve d'après cela, le premier qui le concerne, ainsi que sa famille. Ce seroit donc blesser la justice & la raison que d'exiger des parens d'autres preuves que celles des actes de baptême & de sépulture.

Telles furent sans doute les circonstances relatives à Martin Aubry, né à Tours & mort à Léogane. Il quitta ses parens de bonne heure dans des dispositions défavorables, il ne reprit point ses sentimens naturels & n'en donna jamais aucune marque à ses proches, & mourut dans son refroidissement à l'égard de ceux qui lui avoient donné le jour; & parce qu'en mourant il n'a produit que la preuve de ses noms de Martin Aubry & de son âge de 40 ans, on ne pourroit pas reconnoître le lien de sa famille & il faudroit joindre les Sieurs & Dame Aubry, parce qu'ils ne rapportent pas de prétendues preuves aussi incertaines, aussi dangereuses en elles-mêmes que celles qui étoient produites par la veuve Hudain!

Au reste, si les réclamans font ces observations, ce n'est pas qu'ils manquent eux-mêmes d'actes qui ajoutent encore à la force de leur preuve déjà toute entière. S'ils ne font point des écritures privées, des pièces incertaines & fausses qu'ils possèdent, ils produisent un acte de notoriété, du 15 Août 1786, par lequel sept octo-

généraires attestent que les Sieurs Pierre & Jean-Pierre Aubry, fils de *Jacques Aubry* & de *Marie Villette* avoient eu pour frère *Martin Aubry*, qu'ils n'ont point connu, parce qu'il s'est absenté de la ville de Tours à l'âge de 17 ou 18 ans; qu'ils ont entendu dire aux dits Sieurs PIERRE & JEAN-PIERRE AUBRY, à leurs PARENS, à leurs VOISINS & CONTEMPORAINS que ledit *Martin Aubry*, avoit quitté la maison paternelle à l'âge de 17 ou 18 ans, qu'il n'avoit jamais donné de nouvelle de son existence & qu'il avoit formé un établissement dans l'Isle Saint-Domingue, sans savoir dans quelle partie de ceue Isle.

A quel degré d'éclat & d'évidence la preuve de ces Sieurs & Dame Aubry n'est-elle pas élevée par ce acte, puisqu'il est surabondant, puisque la Loi ne l'exigeoit pas & que c'est par la bouche des vieillards de nos jours, le témoignage entier & uniforme d'une génération passée ?

Jean-Martin Aubry étoit donc originaire de Tours & y avoit sa famille, c'est la Loi même qui prouve & qui consacre cette vérité, par les actes qu'elle même a produits & qui, par leur unanimité, nous rendent en quelque sorte les témoins de l'existence entière & suivie de Martin Aubry.

C'est par un acte qui est l'ouvrage de la Loi que nous sommes certains de la naissance d'un Martin Aubry à Tours; c'est par un acte de la même nature que nous

Connoissons la mort d'un Martin Aubry, à Léogane; aucun de nous ne peut révoquer ces faits en doute, parce qu'ils nous sont attestés par des actes qui sont les vœux de la Loi même. Ces actes auxquels personne ne peut refuser sa foi, puisqu'ils sont émanés de la Loi, déclarent & prouvent que Martin Aubry, né à Tours en 1658 ne pouvoit vivre & mourir que sous ces noms, qu'il devoit mourir en 1698, s'il mouroit à l'âge de quarante ans, qu'il a vécu & est mort en effet avec ces noms à l'âge de quarante ans, ils prouvent donc que Martin Aubry, né à Tours, & Martin Aubry, mort à Léogane, n'étoit qu'une seule & même personne; & par conséquent le fait de l'identité n'est pas moins certain ni moins indubitable que les faits de la naissance & de la mort, puisqu'indépendamment de l'acte de notoriété de 1786, ils ont tous trois, dans les actes de baptême & de sépulture, une seule & même preuve égale en force sur tous les points auxquels elle s'étend.

Jacques Aubry & Marie Villette, père & mère de Martin Aubry, ne l'eurent pas seul de leur mariage, célébré le 28 Janvier 1648. Ils eurent encore Pierre & Jean-Pierre, qui furent baptisés les 13 Mars 1671 & 30 Août 1679; ainsi comme il est certain que Martin Aubry étoit fils de Jacques Aubry & de Marie Villette, de même il est incontestable qu'il avoit pour frères Pierre & Jean-Pierre Aubry.

Martin, Pierre & Jean-Pierre Aubry, fils de Jacques Aubry & de Marie Villette, se marièrent chacun de

leur côté, le premier à Saint-Domingue, où il eut Jean Martin, son fils, & les deux autres à Tours. Ces trois actes sont toujours sous la même autorité des actes publics qui sont produits au procès que ces faits sont administrés.

Pierre eut de son mariage avec Marie-Marthe A. chambault, Perrine qui existe aujourd'hui & qui réclame & Jean-Pierre, qui épousa Marie Lesage, eut Marie Jeanne, Catherine, François & Laurent, qui vivoient encore tous quatre lorsque Jean-Martin Aubry mourut à la Croix-des-Bouquets, le 27 Fevrier 1763.

La succession de Jean-Martin Aubry s'ouvrit donc sur cinq têtes & se trouva susceptible d'un partage par cinquièmes entre elles.

Mais Marie-Jeanne & Catherine, fille de Jean-Pierre moururent en 1776 & 1779 & laissèrent leurs parts à François & Laurent Aubry, leurs frères & leurs seuls héritiers, qui depuis ce temps ont chacun deux cinquièmes à prendre, tandis que la portion de la Dame Perrine Aubry est toujours d'un seul cinquième.

On voit clairement, d'après cela & par tous les actes en bonne forme qui font de ces assertions autant de vérités sur lesquelles il est impossible de disputer, non seulement que la famille Aubry de Tours est la véritable famille de Jean-Martin Aubry, mais encore que les membres de cette famille qui réclament aujourd'hui étoient véritablement les cousins germains du défunt.



du défunt, vérité qui a été annoncée au commencement de ce mémoire & qu'il s'agissoit de démontrer.

Après un éclaircissement si complet & si parfait, il n'est pas possible aux Sieurs Caradeux, au Sieur Degizeux, ni à la veuve Hudain, d'écarter les Sieurs & Dame Aubry, ni même de faire entrer leurs titres en comparaison avec ceux de ces héritiers, puisquela preuve & la certitude sont irrésistibles en faveur de ceux-ci, tandis que les premiers n'étoient parens ni par Marie-Magdeleine Aubry, ni par Marie Dubois, ni par les Aubry de la Rochelle, & qu'ils n'avoient obtenu les Arrêts de 1764 & 1767 qu'entr'eux sur leur concert, sans aucune contradiction d'une partie vraiment intéressée & surtout sans aucun véritable titre.

Il n'est point de règle, de circonstance, de pièces, ni de sophismes dont ils puissent abuser pour se maintenir dans l'usurpation : le cours du sang des Aubry est reconnu, la Loi y attache les biens que Jean-Martin avoit laissés, il faut donc que ces biens sortent des mains étrangères qui les avoient saisis, & qu'ils passent en celles que la nature a faites & que la Loi & le testament ont marquées pour les recueillir. Le temps n'a pas rendu légitime par son écoulement ce qui ne l'étoit pas en 1764 & 1767, il n'a pas détruit en 20 ans ce qui étoit vrai, ce qui auroit été respectable & décisif lors des Arrêts de ces années, il n'a pu rendre l'usurpation que plus odieuse & la célérité de la restitution que plus nécessaire. Il faut donc remettre aux Sieurs &

Dame Aubry, seuls & uniques héritiers de Jean-Martin Aubry, la totalité des fonds immeubles, du mobilier & des fruits que ces deux sortes de biens ont produits, avec les intérêts de ces fruits du jour de la demande & tous les titres de propriété; c'est ce qu'ils demandent à la Cour & ce qu'ils attendent de sa justice, avec dépens.

*M. DE VERTIERES, Conseiller-Rapporteur.*

*M<sup>e</sup> VIEL, Avocat.*

---

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie de MOZARD, 1788.

3378

Dubois, trésorier de Leg. Rivière

1789

1789.

# M É M O I R E

P O U R

LES SIEUR ET DAMES

C A R A D E U X,

*Habitans au Cul-de-Sac;*

C O N T R E

LES SIEURS ET DAME

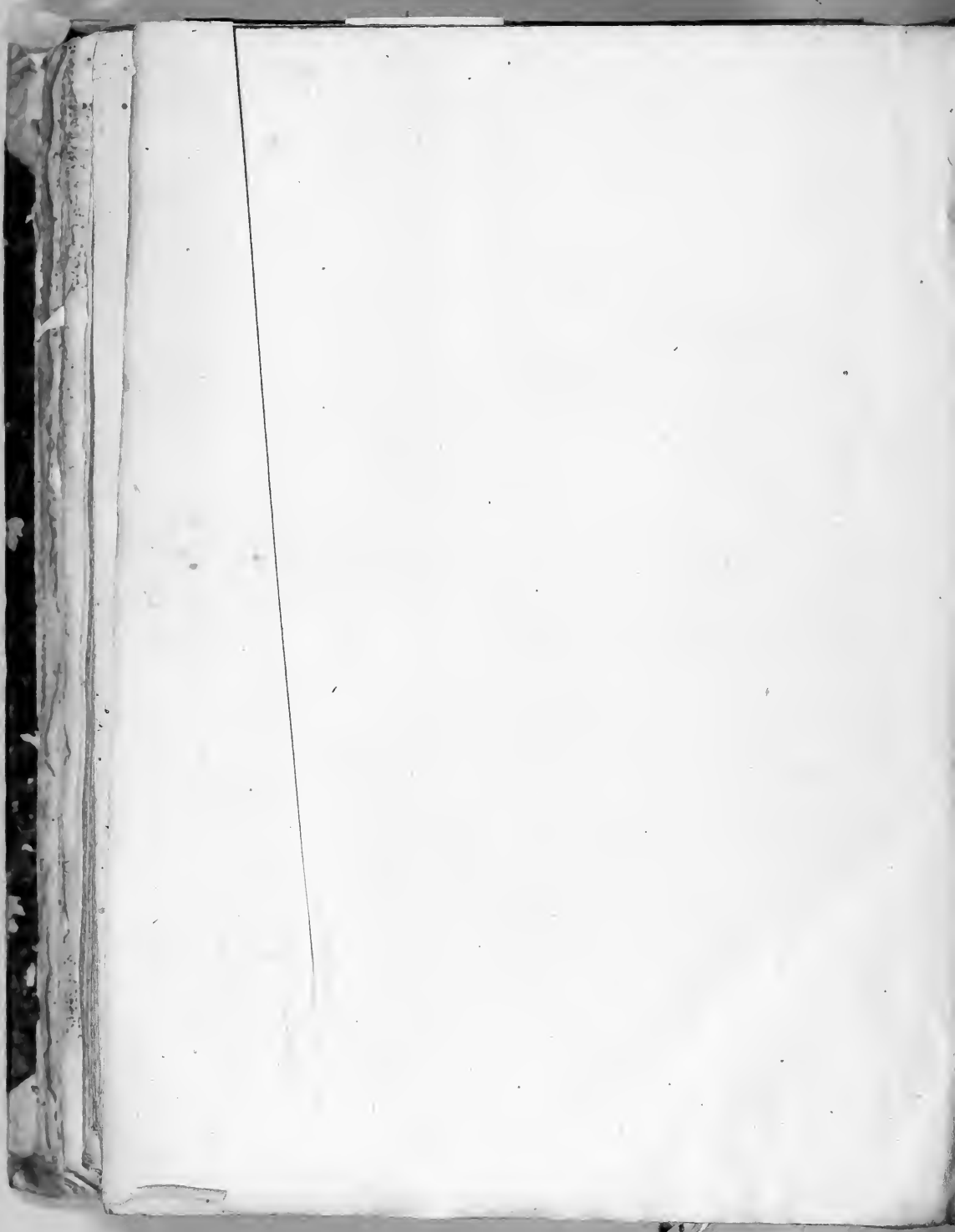
A U B R Y,

DE T O U R S.

Me. G \* DUBOIS \*

:-S\*G.D\*Fils Aîné

1789



E189

TLR m

1-100

v. 7

